

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIÉ
N° 522, 1,50 F
JEUDI 20 JANVIER 1972



Toul Fleury-Mérogis
Lyon Loos
Poissy Rouen
Draguignan Ecrouves
Grenoble Amiens

Nancy

**Pleins feux
sur
les prisons**

Le retour de l'hiver

Depuis la fin tragique du printemps de Prague, un morne automne régnait en Tchécoslovaquie. Mais depuis la fin de l'année 1971 où deux vagues d'arrestations se sont produites, la saison s'est sérieusement refroidie.

Des dizaines de citoyens ont été inculpés d'attitude hostile envers le régime pour avoir adressé à l'étranger des lettres critiques que la censure postale a interceptées.

D'autres sont accusés de mettre le régime en danger, simplement pour avoir manifesté leur opposition à l'occupation prolongée du pays et à la restalinisation outrancière qui en résulte.

Parmi les emprisonnés se trouve Jaroslav Sabata, qui fut élu membre du Comité central du P.C. tchécoslovaque par le XIV^e congrès d'août 1968. Ce militant, secrétaire régional du parti à Brno, avait été chassé de l'Université où il enseignait et travaillait comme ouvrier non qualifié à la firme Armabéton de Brno. Avec lui ont été arrêtés ses deux fils, Vaclav et Jan, sa fille Hana et l'épouse de son fils Ivana, tous anciens étudiants devenus ouvriers après leur expulsion de l'Université. Seule son épouse a été laissée en liberté.

Durant les fêtes de Noël, également à Brno, a été arrêté Jiri Müller, ancien dirigeant des étudiants tchécoslovaques, que Novotny avait fait expulser de l'Université en 1966 et que le cours nouveau de 68 avait réhabilité. Le régime Husak ne pardonne pas à Müller d'avoir été l'organisateur de la grève des étudiants qui, en novembre 1968, protestèrent contre l'occupation de leur pays.

A Prague, Ladislav Mravec, ancien dirigeant de l'Union des étudiants tchécoslovaques a été condamné à 18 mois de prison ferme, le 29 décembre 1971. Il était inculpé d'aide à un complot tendant à renverser le sys-

tème socialiste dans un pays frère. En réalité, Mravec avait communiqué à des étudiants polonais des textes parus dans la presse tchécoslovaque légale en 1968 pour critiquer les méthodes de Gomulka. Ces critiques s'étaient depuis trouvées confirmées par la condamnation de Gomulka et les positions publiques de Gierek. Les étudiants polonais arrêtés pour avoir passé lesdits documents à travers les montagnes de Tatra (complot dit des « alpinistes ») ont été libérés en Pologne, et la condamnation du tribunal « normalisé » de Prague tend à montrer que le gouvernement Husak continue à défendre les positions et méthodes de Gomulka, cependant chassé de son propre parti.

A Bratislava, Bzoch, ancien rédacteur en chef du journal littéraire « Kulturny zivot », a été emprisonné parce qu'il portait dans sa serviette un exemplaire de l'interview de Smrkowsky au journal communiste italien « Giorni-Vie Nuova ».

Nous apprenons enfin que, sans doute pour le punir d'avoir comparé la normalisation à un « Biafra de l'esprit », Aragon a été frappé d'un interdit total en Tchécoslovaquie. Il n'est même plus possible d'emprunter ses œuvres aux bibliothèques.

Les deux vagues d'arrestations de fin novembre et fin décembre, frappant des dizaines de citoyens et principalement de communistes honnêtes, évoquent étrangement l'affaire de Brno dans les années Cinquante, où l'arrestation de Sling et de quelques militants devait être le prélude au procès criminel intenté à Rudolf Slansky et à ses camarades.

A cette occasion, il n'est pas inutile de rappeler que dans « L'Humanité » du 22 juillet 1970, Georges Marchais avait promis de « s'opposer résolument aux procès politiques ».

Solidarité avec A. Tissier

Après l'appel lancé par des enseignants du lycée de Juvisy, une première réunion de coordination a réuni, le jeudi 13 janvier, à Juvisy, 45 représentants des établissements de la banlieue sud (Paris 13^e, 14^e, Ivry, Vitry, Arcueil, Etampes, Arpajon, Massy, Montgeron, Antony, Athis-Mons, Epinay, Draveil, Juvisy, Savigny, etc.).

Une première structure de coordination horizontale a été lancée et trois axes d'action ont été déterminés :

- Lutte contre la répression : Dans l'immédiat et sur la région, le cas de la M.A. de Vitry : Annick Tissier ; il a été décidé d'envoyer d'ici au mercredi 19 janvier au rectorat, 47, rue des Ecoles, Paris 5^e, et au proviseur du lycée A.-Chérioux à Vitry, 4, rue de Fontainebleau, 94-Vitry, le télégramme suivant :

- « Enseignants solidaires Annick Tissier exigent réintégration et envisagent d'étudier avec leurs classes les problèmes d'éducation évoqués dans « livres enfants de Summerhill. »

- Relation professeurs-élèves.
- Lutte contre l'inspection (à l'exemple de l'initiative du lycée Romain-Rolland d'Ivry).

Une nouvelle réunion syndiqués-non syndiqués est organisée le samedi 22 janvier à 14 h 30 au Centre Montsouris, villa Montsouris, Paris 14^e (métro : Cité Universitaire), sur les problèmes de la répression et une initiative nationale (manifeste) à lancer fin janvier.

Marcellin aux PTT (suite)

T.S. du 6 janvier a dénoncé dans quelles conditions un camarade du P.S.U. a été licencié des P.T.T. de Lyon. Aujourd'hui, c'est le tour d'un camarade de la Ligue communiste à Nice. Comme dans le cas de Lyon, aucun motif n'est donné. Le véritable motif c'est que Marcellin a mis la France en fiches et que cela commence à porter ses fruits.

Un golf pour une cité dortoir

La nouvelle société réalise des prouesses à Saint-Galmier, dans la plaine du Forez.

Dans cette zone très industrielle où se trouvent notamment les usines Berliet, les patrons et les promoteurs ont entassé les travailleurs dans des cités-dortoirs. Aux immigrés qui font parfois 120 kilomètres par jour pour aller et venir à leur travail, on explique qu'il n'y a pas de place pour construire des logements pour eux.

Et voilà que, sous leur nez, la municipalité vient de décider l'aménagement d'un golf et d'un certain nombre de luxueuses villas. En tout, 130 hectares de terrain. Excusez du peu. Outre le fait que cette opération va jeter dehors douze exploitants agricoles et leurs familles, les travailleurs industriels de la région sont scandalisés de l'imposture qu'elle constitue pour eux.

La colère commence à grandir sérieusement dans la plaine du Forez. On a déjà découvert que derrière la décision du conseil municipal, il y a les intérêts person-

nels des bourgeois locaux, mais aussi ceux de la Chambre de commerce de Saint-Etienne et de la Banque de Suez. A suivre...

Marie-Rose au tribunal

Le 19 janvier, à 16 h, doit comparaître devant le tribunal correctionnel de Saint-Omer (Nord) Marie-Rose, militante ouvrière.

De quoi s'agit-il ? En janvier 71 et par deux fois, Marie-Rose participa à la distribution de tracts du P.S.U. à la porte d'entreprises locales : Avot-Vallée, Verrerie-Cristallerie d'Arques (V.C.A.), etc.

Pour avoir dénoncé les méthodes de Durano, patron de la V.C.A., à travers le syndicat autonome qu'il créa après Mai 68, cette militante familiale et politique est traduite en justice par cet employeur.

Le P.S.U. est passé à la contre-attaque par la distribution de tracts et la mise en place d'un comité de lutte.

Le « Comité de lutte Saint-Omer » a déjà permis de mener une campagne d'information (tracts et affiches) allant de Saint-Omer à Hazebrouck.

La volonté des militants du comité de lutte étant non seulement de dénoncer les méthodes d'exploitation des travailleurs de la V.C.A.-Avot-Vallée-C.G.C.T. (Centrale téléphonique qui a brûlé il y a deux mois) mais aussi des problèmes des paysans, et en particulier celui du pillage de leurs terres.

C'est pourquoi, quels que soient les résultats du tribunal correctionnel, c'est à de longues luttes que se sont engagés les militants ouvriers et paysans de ce secteur.

CFDT - PTT : le piège à éviter

Au cours d'une conférence de presse, il y a une semaine, Emile Lebellier, secrétaire de la Fédération C.F.D.T.-P.T.T., a rappelé la position du dernier Comité national de cette Fédération (octobre 1971). Personne, dans la grande presse, n'en a donné un écho. Cette position tranchée de la Fédération P.T.T. mérite donc, ici, qu'on en cite des extraits :

- « ... La voie électorale ne saurait être, pour la C.F.D.T.-P.T.T., ni le seul moyen, ni la voie privilégiée de passage au socialisme.

- « Face à la coalition électorale qui se prépare dans la perspective du renouvellement de l'Assemblée Nationale prévue pour 1973, le Comité National P.T.T. estime que cette coalition, dite de front populaire, ne constitue pas une force révolutionnaire dans la mesure où elle a pour principal objectif l'occupation du pouvoir central et non un changement immédiat et fondamental des rapports de production, changement indispensable à la réalisation du socialisme.

- « La C.F.D.T., qui n'est pas un parti politique, mais qui se veut d'être une force révolutionnaire, ne doit pas entrer dans une telle coalition qui la conduirait à prendre une part active à l'élaboration d'un programme commun de gouvernement, ni entrer, bien entendu, dans l'engrenage de l'exercice du pouvoir politique.

- « La C.F.D.T.-P.T.T., avant comme après les élections, posera des exigences seules ou avec d'éventuels alliés par ses revendications et son action, pour créer une si-

tuation révolutionnaire qui, elle, sera de nature à changer fondamentalement les rapports de production. L'arrivée au pouvoir d'une coalition de gauche peut être, pour nous, un moyen de développement de cette action. »

A quinze jours du Conseil National de la C.F.D.T. sur les problèmes politiques, le rappel de cette position de la Fédération P.T.T. risque de gêner ceux qui, à la C.F.D.T., sont soucieux de ne pas trop égratigner le P.S. new-look. Le P.S. « cause » d'auto-gestion, et précise même qu'il fera quelques « expériences » en espérant ainsi réussir l'O.P.A. qu'il tente depuis des mois sur la C.F.D.T.

Emile Le Beller a, par ailleurs, rappelé que la Fédération P.T.T. condamnait la dernière convention salariale de la fonction publique signée avec le gouvernement le 12 novembre dernier. Il a également rappelé que la C.F.D.T. condamnait la façon dont, aux P.T.T., on entend entreprendre une modernisation sur le dos des travailleurs (suppression d'emplois, conditions de travail de plus en plus pénibles) au seul service d'une politique de rentabilisation.

Santé et rentabilité

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des services sociaux et de santé organisaient, le 18 janvier, une journée nationale de grève avec manifestation, à Paris, pour obtenir une convention collective unique sanitaire et sociale. Cette action s'inscrit dans le cadre d'une riposte à la circulaire ministérielle du 25-11-71 visant à ne prendre en compte dans le calcul des prix de journée des établissements privés sanitaires et sociaux (enfance inadaptée, établissements d'hospitalisation, de soins et de cure privés) que la partie des rémunérations des personnels n'excédant pas celle applicable aux catégories similaires des organismes publics. Ceci revient à passer outre aux accords conclus lors des discussions entre les travailleurs de ce secteur et leurs employeurs, ayant abouti à l'élaboration des conventions collectives appliquées jusque-là.

Dans le même temps, cette politique gouvernementale de rentabilisation du secteur santé touche également :

- Les internes en psychiatrie, dont les vacations en dispensaire ne seront plus payées ;

- Les étudiants en médecine, par l'instauration d'une sélection arbitraire ;

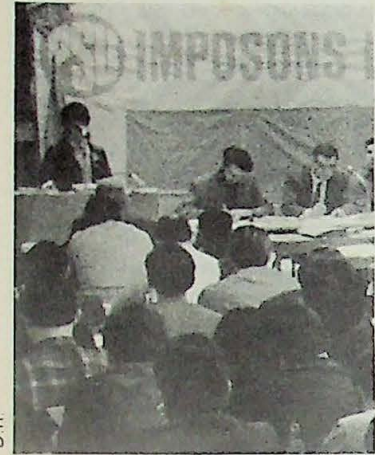
- et, récemment, les psychologues de la santé publique qui se voient attribuer autoritairement l'équivalent d'un statut partiel dans un décret paru au « J.O. » du 14-12-71. Ce décret relatif à leur recrutement et à leur avancement, institué sans que les syndicats professionnels, les étudiants et les enseignants de psychologie aient été effectivement parties prenantes dans son élaboration, ne définit ni la fonction des psychologues ni le type de formation souhaitable pour l'exercer (il y est cependant mentionné un allongement des études, autrement dit une sélection sur critères sociaux...), mais seulement les limites dans lesquelles les psychologues deviendront rentables pour le ministère de la Santé : échelle indiciaire inférieure à celle pratiquée actuellement et temps plein, c'est-à-dire liquidation des vacataires, nombreux dans la profession, et, par suite, chômage accru, puisque le ministère se réserve d'apprécier les besoins du secteur Santé en matière de psychologues !

Au sommaire

éditorial

Nous ne sommes pas au bout de nos peines

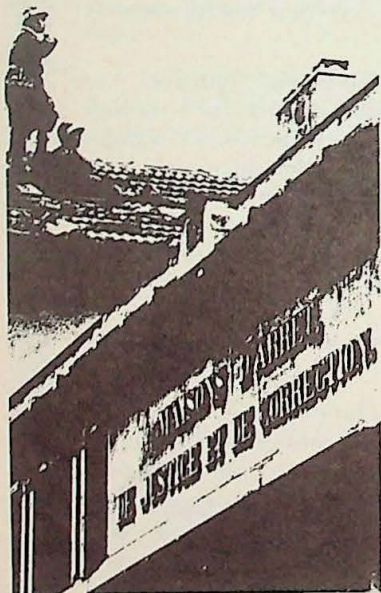
Gérard Féran



LES militants du P.S.U. attendaient de ses instances nationales un travail important sur la stratégie du parti. La Direction Politique Nationale s'est attelée à cette tâche en engageant un débat positif sur le sujet. Nos lecteurs liront en pages 4 et 5 les passages essentiels de la résolution finale.



UN racisme violent ou sournois se développe actuellement en France. T.S. met la lumière sur un certain nombre de faits inquiétants. En même temps, la répression s'étend contre les Réunionnais et les Antillais (page 6).



HIER, à Loos, à Rouen, à Nîmes, aujourd'hui à Nancy, les détenus se révoltent dans les prisons. Quelles sont leurs revendications? Pourquoi se révoltent-ils? Qu'est-ce qui est en jeu? T.S. ouvre le dossier sur la mutinerie de Nancy et les conditions de vie des prisonniers. Michel Foucault, animateur du Groupe d'Information des Prisons, répond aux questions de Tribune Socialiste (pages 8 à 10).

La dernière Direction Politique Nationale a confirmé et explicité l'orientation du VII^e Congrès qui fixait comme tâche au P.S.U. la création d'un pôle révolutionnaire autonome. Cette orientation de la stratégie du Parti est particulièrement importante à l'heure où s'ébauche non sans difficultés, une coalition dominée par le Parti socialiste et le Parti communiste dont l'objectif est d'arriver soit à un accord électoral pour la préparation des prochaines élections législatives, soit à un accord gouvernemental. Cette tentative aura, nous le savons, si elle se réalise, une importance réelle aux yeux des travailleurs, même si nombre d'entre eux ne placent qu'une espérance limitée dans la capacité de ces forces à promouvoir des changements réels dans le pays. Dès lors la responsabilité du P.S.U. est double dans une telle période.

Elle consiste d'abord à analyser la nature d'une telle union éventuelle et les perspectives qui pourraient ouvrir son succès électoral en 1973. Sur ce point, la D.P.N. a approuvé l'analyse proposée par le Bureau national qui concluait à l'incapacité dans laquelle se trouverait une telle coalition, du fait de sa nature actuelle à ouvrir réellement la voie au socialisme. Le refus de céder au « bluff » politique du P.S. est ici nécessaire pour en faire une véritable analyse. Le P.S. français peut, il est vrai, voir s'accroître en son sein d'importantes contradictions si sa gauche refuse, ce qui n'est pas acquis, de céder à toute la fraction néo-radical avec laquelle elle a passé à Epinay un accord de direction. Mais aucun élément autre que publicitaire ne permet d'affirmer que ce Parti a changé de nature et qu'il puisse, dans une union éventuelle avec le P.C., le forcer à dépasser le stade de « la démocratie avancée ». En réalité et contrairement à la situation chilienne profondément différente sur ce point, le Parti communiste reste le seul élément dans une telle coalition à représenter une force liée aux luttes des travailleurs.

C'est pourquoi la D.P.N. a estimé qu'il n'y avait pas aujourd'hui de stratégie révolutionnaire conséquente qui ne passe par la constitution d'une force révolutionnaire autonome par rapport au P.C. et au P.S. Aller plus loin que l'affirmation d'une force révolutionnaire.

Il reste et c'est là la seconde responsabilité du P.S.U.

qu'il ne suffit pas de constituer cette force pour qu'elle attire par sa seule existence les travailleurs influencés par le Parti socialiste et le Parti communiste. Un des mythes les plus tenaces et les plus dangereux sur lequel a vécu ces dernières années l'extrême-gauche est précisément l'illusion que le réformisme ne tire son existence que de l'absence d'un Parti révolutionnaire fort. Il suffirait de le constituer pour que « les masses » comme on dit, abandonnent ceux qui les ont « trahies » et se reconnaissent dans leurs nouveaux porte-parole. En réalité rien n'est moins simple. Affirmer une stratégie socialiste aujourd'hui exige d'aller beaucoup plus loin que la seule affirmation de l'autonomie d'une force révolutionnaire. Une telle force en effet se doit de répondre à un triple problème qui a vu les deux partis ouvriers français à vocation révolutionnaire, la S.F.I.O. d'abord, le Parti communiste ensuite abandonner progressivement leurs objectifs pour revenir à la conception traditionnelle du réformisme : la conquête de l'Etat, et l'illusion de son utilisation possible, tel quel au service des travailleurs.

Ces trois problèmes auxquels notre stratégie doit répondre sont ceux de l'Etat, du Pouvoir et de ce qui est d'une façon générale une lutte politique libératrice.

Sur le problème de l'Etat le mouvement révolutionnaire français a, au moins en théorie, des idées assez claires : l'Etat ne peut être un outil neutre et toute occupation de cet appareil n'a de sens pour des révolutionnaires que s'il est rapidement brisé comme instrument d'exploitation. Cette affirmation peut nous permettre de nous distinguer du P.C. et du P.S. Elle ne suffit cependant pas à résoudre le problème du dépérissement de cet appareil, ce que jusqu'alors, aucun régime socialiste n'a réellement réussi ni même sérieusement entrepris. Mais le second problème, celui du pouvoir est encore plus difficile. Les militants d'extrême-gauche, confiants dans leurs certitudes léninistes, continuent trop souvent à penser que c'est uniquement par déviation, trahison, ou révisionnisme que les organes de démocratie directe comme les Soviets se sont vus d'abord éclipsés, puis écrasés par les partis uniques supposés repré-

senter l'avant-garde du prolétariat. La question est en fait beaucoup plus ardue. Elle tient notamment à l'identification du problème du pouvoir à celui de l'Etat. Or, la disparition des mécanismes d'exploitation, liée à la remise en cause de la contradiction capital-travail, n'implique pas automatiquement la disparition des mécanismes de domination sur la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs. Les mouvements marxistes n'ont pas réussi sur le plan théorique et stratégique à poser le problème d'une articulation entre l'exercice du pouvoir par les conseils et le rôle d'une organisation politique censée représenter les éléments les plus conscients de la classe ouvrière.

Enfin et c'est là un des aspects essentiels de notre stratégie, il nous faut redéfinir ce qu'est une lutte politique, qui prétend à terme remettre en cause des rapports sociaux d'exploitation et de domination. Une telle lutte exige certes, du fait de l'Etat qu'elle combat, et de la division sociale qui sépare entre eux les travailleurs, l'existence d'une organisation. Elle ne peut se réduire à sa construction. Si elle n'y prend garde cette même force, toute révolutionnaire qu'elle soit, retraduit la même division entre les luttes sociales et l'action politique entérinée par les réformistes.

L'intérêt de l'objectif du mouvement politique de masse à condition de ne pas en faire un fourre-tout indistinct est d'obliger cette force révolutionnaire à avoir comme objectif non son seul renforcement, mais la politisation des luttes en donnant à ceux qui les mènent les moyens de se rencontrer (rôle des A.O.P., des Comités d'Initiative Populaire), de confronter leurs expériences et d'analyser leur situation en leur fournissant des éléments de réflexion théorique et historique. Tel est le but également de l'élaboration d'un programme de transition au socialisme conçu à partir du combat des travailleurs sans que soit pour autant remis en cause le rôle nécessaire que joue un parti révolutionnaire dans sa capacité de proposition, de réflexion et de synthèse. Construire une force révolutionnaire c'est aussi, c'est surtout aborder de front toutes ces questions. Comme on le voit nous ne sommes pas au bout de nos peines ! □

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste 2 F

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.
 N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.
 N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.
 N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.
 N° 24-25 - La police dans la lutte de classes 2 F
 N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats » 1 F

Le numéro simple 1 F
 Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F
 à « TRIBUNE SOCIALISTE »
 9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

LA Direction politique nationale du P.S.U. s'est réunie les 15 et 16 janvier derniers. Au cours de ses travaux, elle a pris position sur diverses questions d'actualité immédiate. Les lecteurs de T.S. liront ces déclarations dans les rubriques du journal qui s'y rapportent.

Cette session de la D.P.N. avait essentiellement pour tâche de travailler sur la stratégie du parti. Un débat fructueux a permis à tous de s'exprimer sans polémique inutile et de faire avancer par là même la réflexion collective. Un numéro prochain du Bulletin d'information pour les militants publiera tous les textes, majoritaires et minoritaires, qui ont été votés par cette D.P.N. Dans le double souci d'informer les militants et selon leurs souhaits de ne pas les accabler de textes officiels, T.S. ne donne ci-dessous que les passages principaux de la résolution finale que la D.P.N. a adoptée à la majorité.

J.G.

Notre stratégie

Dans sa première partie, cette résolution rappelle le cadre général dans lequel s'inscrit l'activité du P.S.U. : Difficultés du capitalisme au niveau économique mais aussi dans son système d'autorité et son idéologie. Une telle crise ouvre,

à longue échéance, une période révolutionnaire. Celle-ci doit déboucher non sur un socialisme centralisé, mais sur un socialisme où l'autogestion assure que ce sont bien les travailleurs qui exercent directement le pouvoir.

Dans sa seconde partie, elle décrit la situation politique française : elle en déduit une stratégie capable de redonner l'initiative aux forces révolutionnaires et enfin, elle définit une tactique.

La situation actuelle

Elle est caractérisée par deux éléments :

— la difficulté de l'extrême-gauche à retrouver sa capacité d'initiative politique ;

— la recherche d'un accord de type électoral ou gouvernemental entre le parti communiste, le parti socialiste, et sans doute une fraction de « réformateurs » ouvertement hostiles au renversement du capitalisme.

1. — Si le mouvement révolutionnaire organisé et inorganisé a perdu l'initiative politique, c'est essentiellement parce qu'il a accumulé, au cours de ces dernières années, une somme de simplifications théoriques qui l'ont conduit à mal analyser la phase actuelle du capitalisme et à se priver des moyens de comprendre les contradictions nouvelles qui traversent la bourgeoisie française. D'autres simplifications l'ont conduit à ne pas caractériser avec suffisamment de précision la nature du parti communiste dont l'évolution réformiste est différente du réformisme néo-radical et dont les formes d'organisation ne peuvent s'identifier à celle de la social-démocratie. Ces simplifications ont conduit l'extrême gauche à un combat de type « moral » contre le réformisme en se privant des moyens d'une réelle lutte politique. Ces confusions, voire ces régressions dans l'analyse par rapport à la spécificité des problèmes posés en Mai 68 ont entraîné aussi des erreurs dans la pratique politique au niveau des entreprises et sur les secteurs du cadre de vie et de l'école, erreurs qui ont davantage provoqué la marginalisation du mouvement révolutionnaire que son renforcement.

2. — Par rapport à la tentative actuelle des partis communiste et socialiste, notre analyse se fonde sur deux éléments :

— la coalition électorale et éventuellement gouvernementale qu'ils tentent de mettre en place non sans difficultés, avec sans doute une fraction de « réformateurs » ouvertement hostiles au renversement du capitalisme, ne permet pas d'assurer l'ouverture d'une réelle transition vers le socialisme. Il y a là une grande différence avec la situation chilienne où l'unité populaire, malgré ses contradictions, commence un processus de rupture par rapport aux institutions léguées par la bourgeoisie. Le P.S. français, coupé des principales luttes de classes qui se mènent dans le pays, s'avère incapable, malgré ses prétentions, de proposer une alternative réellement socialiste, allant au-delà de la « démocratie avancée » du parti communiste.

— Nous estimons par contre que l'apparition d'une telle coalition et son éventuelle victoire électorale peut provoquer des contradictions économiques, sociales et politiques importantes, même si elle n'a pas les moyens

de les résoudre dans le sens d'une alternative réellement socialiste. Cette analyse nous conduira dans notre proposition stratégique et tactique à refuser une intégration du P.S.U. à cette coalition, mais à prendre les moyens d'un débordement de ces formes tant au niveau des objectifs de transition au socialisme que des luttes menées.

La stratégie

Dans ces conditions, la stratégie du P.S.U. vise à engendrer un puissant mouvement politique de classe, capable de redonner l'initiative aux forces révolutionnaires, de déborder l'éventuelle coalition de gauche, et de créer ainsi un rapport de forces ouvrant, à terme, la perspective de la prise du pouvoir. La réalisation de cet objectif s'articule autour des quatre points suivants :

1. Construire une force révolutionnaire autonome.

Il appartient au P.S.U. de renforcer, au sein du courant révolutionnaire, la cohésion des militants dont les perspectives stratégiques se rapprochent de celles du mouvement politique de masse et pour ce faire, de conduire ses luttes de manière parfaitement autonome par rapport aux stratégies du P.C. ou du P.S. sans jamais prendre le risque de s'isoler par rapport aux stratégies du P.C. ou du P.S. sans jamais prendre le risque de s'isoler par rapport aux travailleurs.

Cette force se développera par le contact noué dans les luttes quotidiennes entre militants organisés ; elle suppose que la nature des débats à tous les niveaux d'organisation lui permette de jouer le rôle d'intellectuel collectif au service des travailleurs. Le rôle d'initiative du P.S.U. est ici déterminant.

2. Assurer la cohésion des luttes et des perspectives qu'elles ouvrent par l'élaboration du programme révolutionnaire.

Cette cohésion ne peut s'improviser sur le terrain, elle découle des perspectives programmatiques ouvertes par chacune de ces luttes. La force révolutionnaire autonome et en son sein le P.S.U. doivent donc favoriser le développement du mouvement politique de masse (et non plus seulement de militants révolutionnaires) en multipliant les occasions de réaliser à la base des débats programmatiques inspirés par les luttes qui viennent d'être menées ou que l'on s'apprete à mener. Le projet « La révolution, qu'est-ce que c'est ? », doit être dans ce sens un élément essentiel de la stratégie du P.S.U.

Il ne peut s'agir d'une simple initiative centralisée du parti, mais plutôt d'un perpétuel va-et-vient entre : l'approfondissement

sur des points précis au cours d'assemblées ouvrières et paysannes ou par le travail des comités d'initiative populaire dont c'est la tâche principale, et la globalisation ou la recherche sur des secteurs entiers par des rencontres ou des synthèses régionales et nationales. Les échelons régionaux du parti doivent contribuer à cette synthèse permanente et les différentes étapes seront sanctionnées par des assises nationales du parti.

3. Mettre en œuvre une stratégie institutionnelle.

La progression du mouvement politique de masse ne peut se faire seulement à partir de la force de persuasion des militants révolutionnaires. S'il est vraiment de masse, un mouvement important inclura nécessairement des travailleurs de sensibilité réformiste. Il ne s'agit pas de les rejeter, mais de les faire venir sur nos positions. Cela suppose une succession de victoires partielles, une capacité de consolider ces victoires, une aptitude soit à utiliser dans un sens révolutionnaire des institutions existantes, en créant les ruptures nécessaires, soit à en créer de nouvelles, au niveau de la production, du cadre de vie, de l'école, des institutions légales et des communications de masse.

4. Recentrer les luttes menées autour de campagnes unifiantes.

Si l'axe de contrôle ouvrier demeure la référence commune de toutes les luttes quant à leurs formes et à la nature de leurs objectifs, il ne suffit pas à définir ces objectifs eux-mêmes. C'est pourquoi, parmi les campagnes d'action étudiées par le 7^e Congrès, la D.P.N. décide de donner la priorité à trois d'entre elles :

— une campagne sur l'emploi et les conditions de travail, conformément au mandat donné par la Conférence nationale entreprises;

— une campagne sur la mainmise du capitalisme sur le cadre de vie et la vie quotidienne;

— une campagne sur la liberté d'expression à l'école et les conditionnements familiaux.

Eléments de tactique

Cette stratégie ne sera crédible que si elle est assortie d'une tactique qui en traduise efficacement le développement dans les situations politiques successives. Dans la période présente cette tactique doit être définie sur deux points :

— Une tactique offensive par rapport aux forces réformistes. L'explication publique est ici malaisée, car le P.C. n'est pas considéré par les travailleurs comme une force réformiste, bien qu'il le soit en fait devenu. Quant au P.S., il apparaît bien comme une organisation réformiste, mais cela ne suffit pas à faire condamner son action ou sa stratégie par tous les travailleurs : beaucoup d'entre eux en effet n'ont pas eu la possibilité de constater par expérience que le réformisme ne peut conduire qu'à une impasse.

Ce n'est pas par des dénonciations abstraites que l'on peut changer leur comportement, mais sur le terrain, à l'occasion de luttes précises et des débats qui permettent d'en tirer les enseignements, où il sera facile de montrer d'abord que des réformes, quelle qu'en soit l'ampleur, ne pourront jamais modifier la nature du régime, mais aussi que des victoires

partielles peuvent améliorer le rapport de forces en faveur des travailleurs.

La tâche des militants révolutionnaires est donc de provoquer le débordement des forces réformistes en prenant l'initiative de luttes significatives et en les liant aux objectifs de transition au socialisme. Ils devront en outre mettre en place les formes organisationnelles de ce débordement (notamment par les comités d'initiative populaire) et intervenir publiquement dans la controverse P.C.-P.S. pour faire apparaître les contradictions qui les opposent et qui traversent chacun d'eux, et proposer d'autres alternatives aux travailleurs.

Dans la situation actuelle, en France, il est certain que la victoire ou la progression de l'alliance P.C.-P.S. ne peut pas créer les conditions d'une transition vers le socialisme (ce qui représente une différence de nature avec la situation chilienne). Elle peut par contre démentir concrètement l'impossibilité d'une stratégie réformiste, aggraver les contradictions de la bourgeoisie et ouvrir par là de nouvelles perspectives aux forces révolutionnaires.

2. La tactique électorale.

Elle se déduit logiquement de la stratégie :

— la volonté de bâtir une force révolutionnaire autonome doit s'accompagner de l'expression électorale de cette force dans la très grande majorité des circonscriptions au premier tour.

La cohésion des candidatures sera assurée par leur participation commune à l'élaboration du programme révolutionnaire.

— L'affirmation électorale d'une force révolutionnaire ne prend tout son sens que si elle est liée aux luttes réelles. C'est autant que possible à travers ces luttes que doivent être dégagés les militants qui en sont les plus représentatifs et le plus capables d'en expliciter la signification politique.

— au second tour, si les confrontations tactiques nécessaires permettent de dégager un minimum de cohérence dans la manière d'affronter les forces du conservatisme et de la réaction, et d'en aggraver les contradictions, le parti pourra soutenir les candidats de gauche dans la mesure où leur lutte est liée à celle des travailleurs.

Un Conseil national précisera la plateforme, les alliances, les aspects tactiques et la forme de la campagne nécessaires pour cette bataille.

École centrale de formation de cadres

La D.P.N. des 16 et 17 janvier, constatant que toutes les régions ne pouvaient encore mettre en place des écoles de formation de cadres militants, a décidé de confier à la commission Formation l'organisation à Paris d'une série de stages à l'intention des camarades originaires des régions privées de telles écoles.

Les candidatures proposées par les groupes ou sections avec l'accord de la fédération doivent être envoyées à la Commission Formation. Renseignements sur l'organisation matérielle et financière auprès des responsables à la formation ou directement à la commission Formation. Afin de faciliter la participation du maximum de camarades, deux stages identiques seront organisés sur chacun des trois thèmes.

CALENDRIER

Eléments d'analyse marxiste

- *qu'est-ce que la lutte de classes;* 19-20 février
- *les lois fondamentales du capitalisme;* et 26-27 février
- *l'impérialisme;*
- *la stratégie du capitalisme français et de son Etat.*

Stratégie

- *bref rappel historique du mouvement ouvrier;* 25-26 mars
- *les forces réformistes et leur stratégie actuelle;* et 1^{er}-2 avril
- *les stratégies du mouvement révolutionnaire et du P.S.U.*

Le parti dans les luttes de masse

- *l'évolution des luttes de masses;*
- *lutte dans la production, lutte hors de la production, lutte idéologique;* 13-14 mai
- *quel type d'intervention et d'organisation;* et 20-21 mai
- *plus travaux pratiques lors de chaque week-end.*

Organiser la lutte pour les Antilles et la Réunion

Les sept Antillais et Réunionnais qui ont entrepris la grève de la faim pour obtenir l'abrogation du décret du 15 octobre 1960, mettent en lumière la réalité de l'impérialisme français et la scandaleuse survivance du colonialisme le plus rétrograde.

Par-delà ce décret qui permet aux préfets de ces prétendus départements français de chasser de chez eux les fonctionnaires « dont le comportement serait de nature à troubler l'ordre public » — c'est-à-dire qui auraient décidé de se sentir Réunionnais, Martiniquais, Guadeloupéens ou Guyanais — c'est la prise de conscience des masses populaires de ces

pays que le colonialisme français veut empêcher.

La D.P.N. du P.S.U., réunie le 15 janvier, affirme sa solidarité avec la lutte des peuples des D.O.M. pour leur droit à disposer d'eux-mêmes. Il dénonce l'exploitation inhumaine de ces peuples réduits à la misère, à la déportation en métropole par le Bumidon, véritable organisme d'une nouvelle traite des esclaves. La prise de conscience des masses antillaises, réunionnaises ou guyanaises, tant sur leur terre que dans l'immigration est un fait irréversible et la lutte qui s'organise pour l'abrogation du décret scélérat de 1960 n'en est qu'un des signes.

Le P.S.U. soutient résolument la lutte des grévistes de la faim et appelle à la mobilisation populaire qui seule pourra faire reculer le pouvoir. Il demande à ses fédérations et à ses sections d'organiser partout, comme cela a déjà été fait en plusieurs endroits avec le Secours Rouge et l'ensemble du courant révolutionnaire, des comités de soutien qui poseront les problèmes de l'impérialisme français dans ses dernières colonies et organiseront la lutte non seulement pour l'abrogation du décret de 1960 mais pour la reconnaissance du droit des peuples des Antilles et de la Réunion à disposer d'eux-mêmes.

"Un travailleur étranger, ça ne compte pas"

Mohamed CHTIQUI travaille depuis 1969 chez Usinor à Thionville. Depuis le mois de septembre dernier il habite un logement de 90 m² avec sa famille qu'il a pu faire venir du Maroc. Et voilà que trois mois plus tard on le menace d'expulser sa famille parce qu'elle occupe, paraît-il, un logement trop petit.

Le motif officiel n'est pas le vrai. Un groupe de femmes bientôt suivi par la C.F.D.T., le P.S.U. et le comité de défense des immigrés dévoile la tactique du patronat. Il s'agit pour les patrons de la sidérurgie, dans la crise que connaît l'emploi dans cette branche, de se débarrasser d'abord de la main-d'œuvre étrangère et par là de diviser la classe ouvrière.



Face à la pression du comité de défense qui multiplie les tracts et les meetings de solidarité à Chtioui, le patronat de Wendel-Sidelor réagit. « Un travailleur étranger ça ne compte pas » écrit-il. Le sous-préfet est obligé de surseoir à l'expulsion et il déclare : « Les travailleurs immigrés doivent faire la place aux nationaux ».

Pour mener à bien la liquidation de la Lorraine, ces messieurs n'hésitent pas à mettre en avant leur racisme le plus bas. Car c'est bien de cela qu'il s'agit n'est-ce pas ? □

Le racisme ordinaire

Le soir du réveillon, entre 23 heures et minuit, un jeune Arabe consommait au « Tabac de la Mairie » dans le XIV^e arrondissement de Paris. Le patron demande au jeune de reconsommer : le jeune répond qu'il a déjà consommé. Il n'en faut pas plus au patron pour préférer des paroles racistes : « C'est parce que tu es frisé que tu ne dois pas consommer ? » Et sous forme de discussion, il prend le consommateur par le nez, le jette à terre et le roue de coups. Un travailleur arabe s'interpose, alors le patron, aidé de tout l'état-major du café : sa femme et les trois serveurs, viennent prêter main forte contre ceux qui n'ont pas accepté de se taire devant les insultes racistes. Deux autres travailleurs immigrés sont à leur tour passés à tabac. Enfin, un jeune Français qui venait d'entrer est agressé par le patron et envoyé à l'hôpital. Car le patron qui a fait de son café un vrai fief des C.D.R. et des S.A.C. n'en veut pas seulement aux étrangers mais aux jeunes qui osent les soutenir.

LA RIPOSTE

Ce qui pourrait passer pour un simple incident, vient après l'affaire du « Latin Music ». On se souvient en effet qu'au quartier Latin, un patron de bar avait refusé de servir les

Noirs. Plutôt que de céder devant la riposte organisée de nos camarades africains et antillais qui firent de la consommation d'une limonade un acte politique, le patron du « Latin Music » préféra fermer son établissement.

Dans le XIV^e aussi, les habitants n'acceptèrent pas de tolérer des agressions racistes dans leur quartier. A l'initiative du Secours Rouge et du P.S.U., une assemblée générale a lieu en présence du camarade arabe agressé. La décision est prise d'aller occuper le café afin de demander des comptes au patron du « Tabac de la Mairie » sur ses méfaits racistes et anti-jeunes. Mais au dernier moment, pour éviter toute provocation de la part d'un patron jugé dange-

reux par de nombreux habitants du quartier (il est armé), il est décidé de ne pas pénétrer dans le café. L'occupation est remplacée par une manifestation qui aura lieu le vendredi 14 janvier. 150 jeunes français et immigrés entourent le café en portant des banderoles et criant des slogans antiracistes. Puis les manifestants défilent dans l'arrondissement pour informer la population : les immigrés ne veulent plus laisser faire le racisme et cette action devait porter le témoignage concret de la solidarité nécessaire pour écraser le racisme dès qu'il montre la tête. Pas seulement à l'occasion de grandes flambées mais aussi lorsqu'il se manifeste dans la vie quotidienne. □

Liberté pour Giron et ses camarades

Un an après Burgos, le régime franquiste exerce une répression tous azimuts dans l'espoir de retrouver un semblant de tranquillité — celle des prisons — et de passer le cap.

Le P.S.U. s'associe à la cam-

pagne entreprise pour la libération des camarades Giron, Marquet et Dufourq, militants de la Ligue communiste. Il y mettra tous les moyens dont il dispose et espère qu'il en sera de même pour toutes les organisations qui se réclament du socialisme. □

Cette semaine dans

POLITIQUE HEBDO

PRISONS

Le réquisitoire d'un ancien détenu : « Taulard on est, taulard on reste. »

NANTES

SNIAS/Bouguenais : Usine pilote... de la révolution ?

ESPAGNE

Un document révélateur des autorités franquistes : directives pour la répression des travailleurs !

JAPON

Renaissance du militarisme.

Tous les jeudis dans les kiosques

Pleins feux sur les prisons

Henri Leclerc



D.R.

Au centre de chacune de nos villes, elles se dressent, symbole sinistre mais exact de notre société. Derrière leurs murs toujours pareils, pourrissent des hommes exilés au cœur de la cité. Leur vie misérable, leurs souffrances, leur ennui, sont ignorés de ceux qui à quelques mètres courent de l'usine au H.L.M. sans savoir que demain peut-être ils rejoindront la cohorte grise des familles attendant des heures pour entrevoir quelques instants entre deux grilles comme du fond d'un trou le visage de leurs enfants. Car ce sont leurs enfants qu'on y enfermera le jour où, sans travail, sans maison, sans espoir, ils auront voulu se payer une tranche de rêve à cent à l'heure.

Et voilà que derrière ces murs a jailli l'étincelle de la révolte. Voilà que ces individualistes forcenés, ces hommes humiliés, enchaînés, battus, mal nourris, se sont dressés. Ces brutes, ces voleurs, ces voyous ont su s'unir, affronter la chiourme et les flics, révéler à cette société un des chancres qui la ronge, mieux que bien des révolutionnaires organisés et armés théoriquement.

Mais déjà, la bourgeoisie cherche à digérer la révolte. Le sinistre Pleven passe pour un homme honnête, Schmelek qui dirigea l'administration pénitentiaire pour un enquêteur impartial et clairvoyant. Le syndicat des gardiens de prison C.G.T. parle d'augmentation des sa-

laire et des effectifs, mais personne ne parle des causes du mal.

Qui a parlé de cet autre symbole qui dans chaque ville pourvoit les prisons : le tribunal.

Avez-vous vu envoyer en trois minutes, pour un an en prison, un jeune de vingt ans dans une audience de flagrant délit ? Est-ce parce que leurs mains sont plus propres, que ceux qui jugent seraient moins responsables que ceux qui gardent.

Le contrôle de ce qui se passe dans les prisons n'incombe-t-il pas aux juges au même titre que la surveillance de la police ?

Et ceux qui font régner le chômage, ceux qui font vivre les émi-

grés comme des bêtes, ceux qui dispensent une culture imbécile, ceux qui construisent un cadre de vie rentable ne sont-ils pas responsables au même titre que leurs juges, leurs matons ou leurs flics ? Car ils sont les maîtres de cette société injuste et résistent à son oppression ou transgressent sa loi.

Mais, même en prison, le souffle de mai 68 a fini par parvenir; et que ces hommes aient compris que pour obtenir quelque chose de cette société il fallait la faire reculer et que pour cela il était nécessaire de s'unir et de se dresser ensemble, n'est-ce pas une des plus importantes leçons de la révolte des prisons. □

Qui peuple les prisons ?

« Mais vous défendez des « droits communs », des criminels ». Sur les marchés, devant les panneaux d'explication sur les prisons, combien de fois n'avons-nous pas entendu cette phrase.

Quand on parle prison, on pense trop souvent assassins. La réalité en est bien loin.

D'abord il y a les détenus en préventive, c'est-à-dire maintenus avant le jugement ; ceux-ci même, s'ils sont reconnus innocents ne se verront reconnaître aucun préjudice pour leur séjour en prison.

Ensuite, dans une société qui n'offre souvent comme débouchés, mis à part l'exploitation quotidienne, que le chômage ou l'armée, il n'est pas étonnant que s'augmente les délinquances.

— Dans les cités H.L.M., combien de clubs de jeunes, par exemple ?

— Face aux multiples appels à la

consommation par affiches, radios, à quel besoin ne pousse-t-on pas le jeune chômeur sans argent ou enfant de famille nombreuse ? Quand il n'a pas de moto, quoi d'étonnant à ce qu'il se sente isolé et que pour faire « comme les copains », il en vole une ?

Alors ce sont les lourdes amendes impayées, la préventive, la condamnation, la prison, puis l'engrenage du casier judiciaire...

Plus que de longs discours, ces statistiques portant sur un mois de tribunaux à Paris sont parlantes :

— 57 % des condamnés ont moins de 26 ans,

— 90 % sont des ouvriers, commerçants, etc.,

— parmi eux, 35 % sont des ouvriers,

— 22 % sont des immigrés,

— 45 % sont des chômeurs au moment de leur arrestation,

— 90 % des jeunes jugés le sont pour : vol de voitures, cycles, etc.,

— 0,07 % pour meurtres.

Qu'est-ce que cela signifie ? Que c'est notre société qui secrète la délinquance, la violence, la révolte.

Regardez les photos des prisonniers de Nancy sur le toit ; pour la plupart, ce sont des jeunes de moins de vingt ans.

Certes, leurs révoltes individuelles ne font pas progresser la lutte révolutionnaire, mais quel symbole du pourrissement du régime !

Comme le disait un jeune samedi à midi devant la prison de Nancy : « A côté des criminels, il y a aussi de simples voleurs de mobylettes, des malades qu'il faudrait soigner au lieu de les briser, des pauvres types réduits aux pires expédients par le chômage ou le manque de ressources. Moi-même, si j'étais réduit au S.M.I.G., avec deux ou trois

Dossier établi par :

Jean-Louis AUDUC

Jean-Claude LELOUP

Alain MOUTOT

Marie-Hélène RICHARD

et nos correspondants
de Toul, Nancy...

gosses à la maison, qui me dit que je n'en viendrais pas un jour « à piquer » mon beefteck... Quant à l'explosion de colère d'aujourd'hui, derrière les barreaux, nous avons trop longtemps oublié qu'il y avait des hommes... C'est pour nous le rappeler qu'ils sont ce matin sur les toits... »

Là comme partout, ce sont d'ailleurs toujours les mêmes qui vont en prison et qui sont réprimés.

Comme le dit une affichette du Secours Rouge et du G.I.P. collée sur les murs de Paris :

« Qui vole un pain, six mois de prison. Qui vole 4 milliards, au Palais Bourbon. »

Je présenterai un ensemble de mesures qui doivent être étudiées avec soin...



Nancy par ceux qui l'ont vécu

(Cet article a été rédigé à partir des documents et des informations fournis par les camarades de Meurthe-et-Moselle du P.S.U. qui ont, depuis Toul, mené le combat de solidarité et d'explication par rapport aux problèmes des prisons.)

Ce n'est pas un hasard si la prison Charles-III, située au milieu de la ville de Nancy, a bougé. Ce n'est pas à cause des transferts des mineurs d'Ecrouve ou de Toul, mais bien parce que la prison elle-même a secrété les germes d'une telle révolte.

La prison de Nancy comporte 350 détenus condamnés à n'importe quelle peine. Cent sont en prévention, certains depuis plusieurs mois. Un vingtaine de détenus ont moins de 18 ans. Il existe des dortoirs (16 à 40 par dortoir). Un lavabo pour 70, un W.-C. pour 70, pas ou peu de chauffage dans cette prison vétuste.

Vendredi 14 janvier : les camarades du G.I.P. de Nancy ont pu constater une animation inhabituelle : patrouilles incessantes, visite du curé à une heure inhabituelle. Les détenus portent une liste de revendications. Ils sont envoyés au mitard sans négociations.

Le samedi à 7 h 30, au moment du petit déjeuner, la révolte commence.

- Nous demandons une justice plus équitable à l'intérieur de la prison, de la part des surveillants et de l'encadrement.
- Les détenus réclament une justice honorable, ainsi que la suppression de la tutelle pénale, l'interdiction de séjour.
- Les lundi, mardi, mercredi, les détenus passant devant le tribunal correctionnel de Nancy se voient infliger des peines beaucoup plus lourdes par rapport aux détenus passant devant le tribunal les autres jours, POURQUOI ?
- Nous demandons l'amélioration de l'ordinaire, en nourriture.
- Que la cantine soit améliorée.
- Nous réclamons que les journaux ne soient plus censurés.
- Nous réclamons une hygiène décente, du chauffage dans tous les dortoirs.
- Nous réclamons que les détenus ne soient plus roués de coups par les surveillants à la suite de légères infractions.

Les détenus de la maison d'arrêt de Nancy.

La mutinerie de samedi à la prison Charles-III de Nancy révèle le caractère inhumain des conditions de détention et le problème posé par le système pénitentiaire et répressif actuellement en vigueur.

Les Nancéens ont compris samedi matin qu'il s'agissait pour les internés de Charles-III de crier publiquement leur refus de ce système pénitentiaire. Contrairement aux affirmations selon lesquelles les détenus se sont révoltés sans raison, il faut rappeler qu'ils réclamaient simplement une amélioration de leurs conditions de vie (chauffage, nourriture, brimades).

Le rapport Schmelck a été obligé de reconnaître certains faits mais il ne clôt pas l'affaire ; en réalité, il faut maintenant ouvrir le vrai dossier des prisons et de leur signification politique.

Le P.S.U. considère que c'est la logique du système économique et social actuel qui a conduit la plus grande partie des détenus à la délinquance. Le système pénitentiaire, loin de leur permettre d'en sortir, les enferme définitivement dans un cercle vicieux, notamment par le mécanisme de l'interdiction de séjour et du casier judiciaire.

P.S.U. NANCY.

La cantine est mise à sac, les gardiens sortent. Ils tenteront un essai de remise en ordre en tirant quelques rafales de mitraillette en l'air.

Tout le monde participe aux événements. Une soixantaine de détenus sont sur le toit, les autres, barricadés à l'intérieur. A 10 h 30, les pompiers, réquisitionnés, tentent de faire donner leurs lances à incendie. Ils doivent reculer.

Les détenus lancent, à ce moment, des tracts (cf. texte publié). Les policiers chargent ceux qui les ramassent.

De nouvelles forces de répression arrivent : six cars de gardes mobiles, autant de C.R.S.

Les détenus discutent avec la foule et crient :

- « Pleven au poteau » ;
- « Pleven vendu » ;
- « Les jeunes avec nous » ;
- « C.R.S. assassins ».

Sur un drap ils écrivent « On a faim ».

A 13 h 30, première des trois charges sous une pluie de tuiles. A l'intérieur de la prison, la résistance a lieu étage par étage.

Un hélicoptère arrive, tourne à 10 mètres au-dessus de la prison et bombarde avec des lacrymogènes,

La révolte touche à sa fin.

La répression n'a pas été extrêmement brutale.

Une quinzaine de blessés (dont deux sérieux). On pouvait craindre pire, surtout que tout avait été prévu : plusieurs caisses de grenades offensives étaient prêtes : deux de celles-ci ont été tirées.

Pendant ces événements, autour de la prison, une foule de près d'un millier de personnes s'est attournée ; une foule diversement composée (curieux, familles de détenus, militants révolutionnaires et fascistes locaux : C.D.R., S.A.C., Ordre Nouveau — les premiers sur les lieux, d'ailleurs), beaucoup de flics en civil.

Les réactions ont été diverses. Les flics et les fascistes provoquent (15 arrestations). Malgré cela, quand les C.R.S. chargent, les cris de « C.R.S. assassins » partent.

La révolte réprimée, un travail d'explication dans la ville allait commencer.

Si toute la ville avait vu la mutinerie, les réactions étaient très mitigées : « Plus de cinq millions de dégâts », « après tout, ce sont des voleurs », des réactions qu'attisait la presse locale.

Les explications étaient avant tout axées sur les conditions de détention des détenus et sur leur droit à la dignité, surtout lorsqu'ils sont en préventive.

GIP

Nous exigeons que la vérité se fasse :

1. Est-il exact que des mineurs de moins de 18 ans soient incarcérés illégalement à Charles-III ?
2. Pourquoi faut-il que les détenus soient roués de coups par les surveillants à la suite de légères infractions ?
3. Combien de détenus sont en détention préventive ? Et pour combien de temps ?
4. Pourquoi les dortoirs ne sont-ils pas chauffés ? Pourquoi l'absence d'hygiène ?

Groupe d'Information sur les Prisons de Nancy.

Une commission d'enquête pour juger des faits à Charles-III est réclamée.

De nombreux tracts ont été diffusés, dès le samedi soir, à la porte des grands cinémas de Nancy.

Un meeting est organisé pour le 19 janvier. A ce stade, maintenir la campagne dans un simple soutien apolitique humaniste, ou dans un gauchisme de mythification des révoltes n'apporterait rien de positif.

C'est uniquement en reliant les révoltes des détenus à la remise en cause de l'ensemble du système judiciaire qu'on pourra permettre une meilleure compréhension du problème des prisons.

PIF

Dans un certain nombre de prisons, dont la Centrale de Rouen, les détenus fabriquent des gadgets pour différents journaux, et notamment pour le journal « PIF » — le journal bien connu pour enfants et dont on ne sait pas toujours qu'il est contrôlé par le parti communiste français.

Les détenus de Charles-III eux-mêmes dans leur tract montraient qu'ils commençaient à saisir le mécanisme.

N'écrivaient-ils pas avec raison : « Les lundi, mardi, mercredi, les détenus passant devant le tribunal correctionnel de Nancy se voient infliger des peines beaucoup plus lourdes par rapport aux détenus passant devant le tribunal les autres jours, POURQUOI ? »

C'est à travers cette phrase qui peut sembler politique, que tout le problème de « Qui contrôle, qui décide, qui juge ? » est posé.

En un mot, celui de la justice de classe.



Les gendarmes mobiles pénètrent dans la maison d'arrêt Charles III de Nancy le samedi 15 janvier 1972 au début de l'après-midi.

Photo Maurice Grébert.

La vérité sur Toul

Le comité pour la vérité, ainsi qu'un de ses membres l'a rappelé au meeting organisé le 5-1-72, a été constitué par des gens de Toul soucieux de connaître la vérité sur la mutinerie de la Centrale Ney et sur les événements qui ont conduit à cette révolte.

Son but : réunir informations, documents, témoignages sur la vie à la Centrale et sur les événements récents. Un membre du Comité Vérité, M. Petit, ancien instituteur à la prison d'Ecrouves (puis de Toul) ouvre le meeting par la citation de M. Clavel « Tout était près d'Auschwitz et on ne le savait pas ».

Des témoignages accablants

Un bref rappel de la logique des événements à la Centrale est fait. On parle de l'amélioration des conditions de vie promise mais non réalisée, des chantages pour la cessation de la grève des détenus. Leurs nombreuses lettres ainsi que celles de leurs familles sont lues. Le rôle de l'abbé Velten est évoqué et sa tentative d'arranger les choses lors de la grève des jeunes — « je ne veux pas de sang » leur dira-t-il. « D'accord mais si dans huit jours, on n'a rien, on fout le bordel » sera la réponse des détenus.

On connaît la suite : les promesses, les mensonges, les trahisons de l'administration pénitentiaire et du

ministre. « On s'est fichu de nous » grondent les détenus. Et la révolte éclate. La répression sera très dure, les forces de l'ordre interviendront durement aidées par les mitards, préface une lettre.

Puis viennent les messages de soutien et les témoignages. Des psychiatres de Paris et d'ailleurs remercient Edith Rose pour le courage qu'elle a eu de dire ce qu'ils avaient envie de dire depuis longtemps. Et justement la lettre envoyée par Mme Rose montre comment naît l'agressivité à force de frustration. On ne naît pas criminel, on le devient. On enferme quelqu'un sous prétexte qu'il est agressif et il devient plus agressif encore. L'agressivité envers les détenus ne sert pas leur rééducation bien au contraire ; alors on l'attache et l'agressivité augmente encore. Certains détenus ont dit à Mme Rose « je préfère me suicider plutôt que tuer quelqu'un ».

Du refus individuel à la révolte collective

Un des organisateurs lit un texte de Sartre. Sartre parle de la révolte individuelle de ces hommes contre la société, révolte qui les conduit en prison. « On voudrait nous faire croire, dit Sartre, que c'est nous qui les avons mis en prison. On voudrait nous faire croire qu'une justice qui serait déléguée par nous, qui nous

représenterait, les aurait condamnés en notre nom. Mais ce sont des camarades qui se sont révoltés, d'abord individuellement, puis collectivement à Toul, contre une société concentrationnaire. Quoi qu'on pense d'un vol de voiture, est-ce que ça vaut la peine de faire d'un homme une bête ? La détention n'implique ni les moyens de contention, ni les coups, ni la camisole. »

Une prison dans la prison

De nombreux témoignages de détenus, d'anciens détenus, et même de surveillants parlent du mitard, prison dans la prison. On en retire la pailasse le matin et si le surveillant le veut, la chaise. Le seul chauffage en hiver, c'est un brasero dans le couloir. Mais les cellules ont des portes et la chaleur du brasero ne peut y pénétrer. Au mitard, pas de cigarettes, pas de lecture, sauf pour certains, un livre toujours le même, une demi-heure de promenade par jour.

Mais comment arrive-t-on au mitard ? Par « manquement au règlement de la prison », c'est-à-dire pour n'importe quoi ! On passe alors devant un tribunal interne à la prison : le prétoire, composé du directeur et de deux gardiens. La sentence du directeur est sans recours. Le prisonnier n'a aucun moyen de se défendre. Le prétoire conduit irrémédiablement au mitard, pour huit, quinze jours, un mois, selon le bon vouloir du directeur.

On replonge toujours

On en vient ensuite aux conditions

La société des prisons

Hier Toul, Nîmes, Loos ; aujourd'hui Nancy. Le peuple des prisons manifeste son exaspération et revendique pour l'amélioration de ses conditions de détention.

— Qui peuple les prisons ? Contrairement à ce que veut faire croire la bourgeoisie et sa presse, le plus grand nombre de prisonniers se compose de « délinquants » primaires ou récidivistes jeunes et non pas de « chevaux de retour » complaisamment décrits comme définitivement « inadaptés à la vie normale ».

La réalité, c'est que de plus en plus, du fait de la crise de l'emploi, et des conditions d'existence difficiles dans un cadre de vie mis sous la coupe de la bourgeoisie, le nombre de jeunes jugés et emprisonnés augmente sans cesse.

La vérité, c'est que la société capitaliste fabrique volontairement la nouvelle société des prisons dont la plupart des membres,

de vie des prisonniers. Les lettres dénoncent les multiples brimades quotidiennes : fouille à poil, bastonnade, insultes. Un ancien détenu martiniquais précise : pendant la séance de cinéma, ceux qui en sont privés tournent en rond dans la cour glacée. Il raconte comment il est allé plusieurs fois en taule, parce que, comme il dit, « c'est la vie, on replonge toujours ». On traîne une peine pénitentiaire qui ne vous lâche plus. Les flics sont toujours là pour le rappeler. « Etre allé en prison, c'est toujours être coupable en puissance. »

La hiérarchie des responsabilités

Michel Foucault, intervient au nom du GIP pour dénoncer le système pénitentiaire : un condamné, à partir du moment où il est enfermé, échappe à la justice et se retrouve au secret de sa prison. Il est alors soumis à l'autorité entière du directeur.

A Toul, le juge n'est jamais dans la prison pour surveiller l'application des peines. A Toul, Galania est le seul maître ; s'il peut être pervers et méchant, c'est le système lui-même qui permet à des types de son genre d'agir en toute impunité. Le système pénitentiaire n'est que le moyen pour une société d'éliminer des individus qui ne s'intègrent pas. La responsabilité ne retombe pas sur un surveillant ou un directeur qui est utilisé. C'est le système qu'il faut changer. □



La maison d'arrêt Charles III, de Nancy, le lendemain des incidents du 15 janvier 1972. Des surveillants et des gendarmes mobiles gardent les détenus qui sont isolés dans des cellules.

Photo Maurice Grébert.

par leur origine et par leur condition sociale, sont liés aux intérêts des travailleurs.

— Le rapport Schmelck qui vient de publier le ministère de la Justice est surtout l'occasion, face à une opinion publique émue, de montrer que le gouvernement se préoccupe de la bonne marche du système pénitentiaire.

A Nancy, les prisonniers viennent de faire parvenir à l'extérieur la liste de leurs revendications ; elles portent non seulement sur les conditions mêmes de leur vie et de leur travail dans la prison, mais aussi mettent en cause la manière dont ils sont jugés.

La Direction politique nationale, réunie les 15 et 16 janvier :

— Affirme qu'aujourd'hui il faut que les prisons s'ouvrent à des enquêteurs indépendants ; c'est-à-dire que l'ensemble de la population sache quelles sont les conditions réelles de la détention pénitentiaire ;

— Soutient dans ce sens l'initiative du G.I.P. (groupe d'information sur les prisons) portant sur :

- La suppression de la censure ;
- Salaire égal pour les prisonniers à celui des ouvriers qui font le même travail ;
- Respect des droits de la défense pour les prisonniers à l'intérieur de la prison ;
- Libération anticipée décidée par la justice et non par l'administration ;
- Suppression du casier judiciaire ;
- Création d'une commission d'enquête composée de familles de détenus, d'ex-détenus et de personnes extérieures au système pénitentiaire.

La Direction politique nationale demande que ses militants travaillent dans le Secours rouge à cette popularisation des revendications des prisonniers eux-mêmes. La DPN demande que toutes les organisations du parti interviennent chaque fois qu'il est possible pour informer localement et nationalement de la réalité des revendications des prisonniers.

(D.P.N. du P.S.U., 16 janvier.)

Michel Foucault :

“ Redonner la parole aux détenus ”

Depuis un peu plus d'un an s'est formé le G.I.P. (Groupe Informations Prisons) à l'initiative de Pierre Vidal-Naquet, Jean-Marie Domenach, Michel Foucault.

Le G.I.P. (73, rue Buffon, permanence le samedi, de 15 à 18 heures) s'est donné pour rôle de briser le mur du silence établi autour des établissements pénitentiaires.

Un des animateurs, Michel Foucault, a accepté de répondre aux questions de Tribune Socialiste.

T.S. — Comment s'est constitué le G.I.P. ?

M.F. — Il y a un an, la grève de la faim des détenus politiques posait publiquement le problème de la détention. A dire vrai, il y avait longtemps que le problème se posait. Longtemps que le système pénal pesait sur les mêmes classes sociales. Longtemps que c'étaient les mêmes, toujours les mêmes, qui allaient en prison. Longtemps qu'on était tabassé et qu'on se suicidait dans les Centrales ou les maisons d'arrêt. Mais il a fallu que le pouvoir mette en prison des « gauchistes » pour que ceux-ci posent non seulement la question du caractère politique de leur incarcération, mais le problème du régime pénitentiaire dans son ensemble.

T.S. — Le problème des prisons a éclaté soudainement. Quelles en sont les raisons ?

M.F. — Ce qui a rendu possible l'explosion actuelle, c'est le fait que les détenus ont donné à leur combat une forme nouvelle. Ou plutôt, ils ont renoué avec une tradition de lutte contre l'administration pénitentiaire qui existait chez les Algériens pendant la période 55-62. Lutte collective (ils ont des délégués, ils prennent en commun des décisions), lutte qui est liée à des revendications précises (depuis Toul, chaque révolte de prison se fait pour obtenir des résultats précis), luttes qui se mènent devant l'opinion publique à laquelle les détenus s'adressent par-delà l'administration pénitentiaire et par-dessus les murs de la prison, lutte qui s'appuie sur des mouvements extérieurs (à plusieurs reprises, les détenus ont fait appel au G.I.P. au cours de leur révolte pour faire connaître leurs revendications). Bref, les détenus se sont fait reconnaître comme une force qui lutte contre les abus du pouvoir. Contre l'exploitation (du travail pénal), contre le mensonge (de la presse et de l'administration), contre les brutalités physiques qu'on leur fait subir. Les détenus sont entrés dans la lutte générale contre l'oppression.

T.S. — Dans ces circonstances, quelle est la tâche du G.I.P. ?

M.F. — Le G.I.P. s'est donné pour tâche de rester au plus près des revendications des détenus. Les enquêtes qu'il a faites ont été mises au point avec l'aide d'anciens détenus, et elles ont été faites de manière que ce soit les détenus eux-mêmes qui parlent. Faire ces enquêtes dans les prisons, malgré la censure très sévère, avec l'aide des détenus et de leurs familles, c'est déjà une lutte, déjà une manière de regrouper autour des prisons des gens prêts à lutter. Ce sont ces mêmes gens qu'on retrouve maintenant au cœur du mouvement de soutien très large qui s'est dessiné à propos des révoltes de prison. Et ce mouvement a forcé le pouvoir à la retraite.

T.S. — Quelle est votre réaction au rapport Schmeleck ?

M.F. — La commission Schmeleck n'est pas une victoire. C'est une tentative du pouvoir pour esquiver le problème et pour démobiliser l'opinion. Il y a encore des menaces graves et précises. Menaces contre les détenus eux-mêmes : Pleven a fait savoir que la police et l'armée se mettraient à la disposition de l'administration pénitentiaire. Menaces aussi contre les mouvements de soutien : on les accuse de menées subversives ; on sait ce que cela veut dire.

Les détenus, eux, n'ont pas été désarmés par le rapport Schmeleck ; dès le lendemain, ils continuaient leur mouvement. Si bien qu'il a fallu que le pouvoir revienne aux vieilles méthodes : punitions (à Nancy, on a mis, la veille de la révolte, au mitard, ceux des détenus qui avaient présenté les revendications et qu'on a considérés comme meneurs), campagne mensongère dans la presse, à la radio et à la T.V. : les révoltés de Nancy n'auraient pas eu de revendication ; ils n'auraient fait que du pillage.

En fait, parmi les revendications très précises des détenus de Nancy, l'une est particulièrement intéressante : celle qui concerne la justice. Il ne faudrait pas croire que

les prisons soient une sorte de résidu archaïque, déphasé par rapport au système pénal d'aujourd'hui. Il ne faudrait pas non plus, il ne faudrait surtout pas dire que ce système pénal tout entier est désuet. En fait, la prison fait partie intégrante d'un système répressif dont la justice et la police sont les autres éléments (tous trois sont, en somme, bien ajustés les uns aux autres et fonctionnent de concert, malgré les déclarations d'indépendance et les conflits conjoncturels qui se produisent entre eux) ; et ce système répressif fonctionne dans un pouvoir de classe.

Des détenus de Melun revendiquent

« La réinsertion sociale des prisonniers ne saurait être que l'œuvre des prisonniers eux-mêmes » : cette volonté est placée en exergue d'un manifeste que viennent de rédiger et de diffuser des détenus de la Maison Centrale de Melun. Ce texte a été présenté lundi soir par le G.I.P., à l'occasion d'une manifestation devant le ministère de la Justice.

Dans cette déclaration, les prisonniers s'interrogent sur leur avenir. Quel que soit le type d'établissement pénitentiaire dans lequel ils sont incarcérés, une seule et même question se pose : « Quand, comment s'effectuera notre retour à la vie libre ? »

Pour faire connaître leurs problèmes et l'objet de leurs luttes, les détenus disposent de leurs moyens : la manière brutale ou la rédaction d'un mémoire. Si ceux de Melun ont préféré utiliser le second, c'est dans l'espoir d'être entendus. S'ils ne l'étaient, disent-ils, seule, alors, leur resterait la violence.

Etre entendu, pour ces hommes, signifie être publié. Cela implique également être reconnu comme autorité responsable, comme interlocuteur valable. Rejeter ce principe fondamental, « c'est nous rejeter, c'est vouer à l'échec les réformes pénitentiaires les plus généreuses ».

« Avant toute chose, nous affirmons la nécessité impérieuse d'instituer dans les prisons (pour le moins dans les Maisons centrales) un comité de prisonniers responsables, élus démocratiquement par l'ensemble de la population pénale de chaque établissement », explique le document. « Ces délégués auront droit de dialogue avec la direction, ainsi que la possibilité de parler et de revendiquer des points précis au nom de l'ensemble des détenus, sans pour autant se trouver considérés comme des meneurs. »

Le document émet ensuite neuf propositions de discussion avec l'administration pénitentiaire :

— Application effective des lois sur la semi-liberté (article 723, D 136

T.S. — Comment la lutte sur les prisons s'articule-t-elle à l'ensemble des luttes anticapitalistes ?

M.F. — Ouvrir un front de lutte comme celui des prisons ou plus généralement la justice, ce n'est pas faire une entreprise réformatrice, c'est ouvrir un front de lutte politique. Ce serait réformatrice de dire que les prisons sont une aberration du système où nous vivons ; elles en sont, au contraire, le concentré. La lutte contre le système répressif dans son ensemble ne peut se faire que dans le coude à coude avec ceux qui luttent contre l'oppression de classe.

du Code de procédure pénale) et sur la liberté conditionnelle (art. 729).

— Commutation des peines perpétuelles en prison à temps au bout d'une durée d'épreuve maximum de sept ans.

— Participation des surveillants et des détenus concernés au différentes commissions de classement présidées par le juge chargé de l'application des peines.

— Suppression du casier judiciaire, qui n'est d'aucune garantie pour l'employeur et seulement une entrave pour le détenu libéré.

— Délivrance par l'administration pénale d'un certificat de travail, de façon que le prisonnier cherchant un emploi à sa sortie puisse établir sa qualification professionnelle et prouver son expérience.

— Accession des condamnés au régime des travailleurs ordinaires : S.S., droit à la retraite, jours fériés et congés annuels payés, revalorisation des salaires pour qu'ils atteignent le niveau du S.M.I.C.

« Une Maison Centrale pourrait fort bien, dans l'avenir, se présenter comme une véritable usine se suffisant à elle-même », explique le document. Il faut, pour cela, « admettre la nécessité du dialogue, ne plus nous utiliser comme des numéros, nous faire confiance et nous rendre notre dignité ».

— Versement d'un pécule à tout libérable, qui lui permette de se vêtir décentement et de vivre au minimum pendant un mois.

— Enfin, abrogation ou révision des lois interdisant de communiquer avec l'extérieur. Et cela, sans encourir des sanctions disciplinaires et pénales ou sans en être réduit à la révolte.

Les rédacteurs de ce document sollicitent une entrevue dans les plus brefs délais avec les autorités responsables au plus haut niveau (commission Schmeleck). Une seule exigence : n'encourir aucune sanction pour la présente initiative.

Seront-ils entendus ?

Dans le combat

L'audio-visuel devient une arme de plus en plus utilisée. Pour faire face à ce besoin, à l'heure où se développent les possibilités (8 mm, vidéo-cassettes...) s'est constituée une coordination de groupes cinéma et de cinéastes, sous forme d'association régie par la loi de 1901, ayant pour but de faciliter la réalisation et la diffusion de films n'ayant pas place dans les structures existantes.

Luttons contre les différents obstacles qui empêchent la libre communication audio-visuelle !

1. Faciliter la diffusion :

— Une liste de films disponibles a été constituée et sera régulièrement mise à jour ;

— Les films ne possédant pas le visa de censure seront peu à peu présentés à la commission de censure.

2. Dans la mesure du possible, des moyens seront mis à la disposition de collectifs de réalisation pour assurer :

— La formation ;

— La mise en contact de groupes travaillant dans des secteurs proches ;

— Une aide technique et financière.

Le cinéma est une arme

Si une prise de conscience importante a été accomplie sur le

plan de la presse écrite (défense des libertés, création de l'Agence de Presse Libération...), l'audio-visuel reste négligé — en particulier son auto-financement, seul moyen de développement. □

Compte rendu de la C.N.E. du 15 janvier

Sur les publications

Il est prévu que des encarts dans *Tribune Socialiste* seront préparés par les branches (par exemple : l'automobile, l'électronique, le textile, etc.). Par ailleurs, deux sortes de publications sont en préparation :

A. Un *Courrier des entreprises* paraissant tous les deux mois. Le numéro prochain présentera les textes de branches écrits à la Conférence nationale entreprises de Lyon. Le numéro suivant sera consacré au dossier du militant sur l'emploi.

B. Un *Courrier des entreprises* de trois ou quatre feuilles paraissant tous les quinze jours.

Sur l'emploi

La Conférence nationale entreprises a donné à la commission le mandat d'une part d'établir un « dossier du militant » et, d'autre part, de publier un livre noir de l'emploi destiné à une diffusion plus large. Conformément au mandat sur le « dossier du militant », la commission décide :

— La transmission d'une synthèse des textes déjà collectés à Lyon ;

— La proposition de textes issus de la Conférence nationale entreprises pour la réflexion, la dis-

cussion et aussi pour s'en inspirer dans l'action.

Le plan du dossier du militant adopté à l'unanimité est le suivant :

— Le constat, au niveau global et au niveau régional (ex. : la Lorraine) ;

— Les fondements politiques et économiques du chômage ;

— La tactique du patronat et de l'Etat pour rendre les licenciements non explosifs ;

— Qui est licencié et comment ?

— Notre réponse.

Conformément au mandat sur le livre noir, une commission de travail est créée. Elle doit faire des propositions en vue de définir les positions du parti sur ce problème. A ce titre, elle fera un rapport à la prochaine C.N.E. puis à la D.P.N. qui tranchera.

Enfin, la campagne militante sur l'emploi est déjà commencée en Lorraine (affaire de Garges et de Moyeuve, concernant l'expulsion de familles de travailleurs immigrés préparatoire aux licenciements) et à Paris (meeting le 3 février à la Mutualité).

Election du Secrétariat

En application du mandat de la troisième C.N.E., le secrétariat est formé de cinq membres élus par la commission et a seul le droit de vote en ce qui concerne son travail.

La commission a désigné les camarades suivants :

A. BEHAR, responsable branche santé, R.P.

A. DESJARDIN, responsable entreprise région Nord, Nord.

P. REGNIER, responsable entreprises Hauts-de-Seine, R.P.

Y. LEPIMPEC, responsable branche P.T.T., R.P.

A. RANNOU, responsable branche pétrole, membre du Bureau national, R.P. □

Mobilisation de femmes dans le Gard

A Bagnols-sur-Cèze s'est constitué, en février 1971, un groupe de femmes, le « Centre de libération féminine ». Au moment de la campagne électorale pour les municipales, à la demande de quelques femmes, les militantes du P.S.U. (trois, dont une présente sur la liste) ont fait une réunion publique où se trouvaient une vingtaine de femmes.

Une discussion s'est engagée à partir d'un texte P.S.U. dénonçant l'aliénation de la femme et son exploitation sur le plan économique, politique, idéologique. Un inventaire des problèmes a été fait sur le plan général puis sur le plan local (emploi, formation professionnelle, etc.). La décision unanime a été prise de constituer un groupe femmes à Bagnols.

Ce groupe a fonctionné autour d'un noyau de militantes (sept à huit, dont trois P.S.U.) comprenant deux femmes de ménage, une vendeuse, une mère de famille, une infirmière, deux institutrices, un professeur.

Les actions entreprises

— Une enquête sur l'emploi, la formation professionnelle et le recyclage à Bagnols a été élaborée et diffusée.

— Une réunion-débat sur l'avortement et la contraception a été envisagée fin juin. Elle a eu lieu

en novembre et était animée par le Dr Annie Ferrey-Cordeiro, de Grenoble. Lors de cette réunion où cent cinquante personnes étaient présentes, dont une vingtaine d'hommes, de nombreuses questions ont été posées, notamment sur les problèmes moraux, psychologiques et cliniques de l'avortement.

A également été abordé le problème de la contraception.

Des cours d'éducation sexuelle pour adultes et adolescents et une vulgarisation des méthodes contraceptives ont été souhaités.

Il a été élaboré, aussi, deux pétitions sur les problèmes de la contraception, lesquelles ont été présentées le samedi 20 novembre aux autorités publiques.

— Le 20 novembre, une délégation du C.L.F. s'est réunie à la mairie. Elle devait remettre à la municipalité (qui ne s'est pas présentée) les pétitions signées lors de la réunion-débat du 8 novembre. Cette délégation avait également pour but de soutenir la marche internationale des femmes qui avait lieu le même jour.

— Un texte très critique vis-à-vis des responsables locaux est paru dans la presse.

Les projets d'avenir

Le C.L.F. projette de présenter un livre : « Avortement et contraception », édité par Recherches universitaires. Ce livre sera ensuite diffusé auprès des hommes et des femmes, ce qui permettra de prendre des contacts avec chacun.

Depuis le congé d'octobre, un secteur femmes a été constitué dans le Gard.

Nous avons donc assisté à l'élargissement d'un groupe qui est parti d'un petit noyau de militantes agissant sur des problèmes concrets. □

Soutenez l'A.L.E.P.

Les lecteurs de T.S. ont peut-être lu dans « le Nouvel Observateur » du 10 janvier l'appel lancé par des paysans, dont plusieurs camarades du P.S.U., pour réunir des fonds destinés à la réalisation d'un film militant sur les luttes paysannes actuelles.

La Commission nationale agricole du P.S.U. est partie prenante de cette initiative.

L'association créée à cette occasion (A.L.E.P., Association pour la liberté d'expression des paysans) a besoin, pour ce film, de 50.000 F. La C.N.A. demande aux lecteurs de T.S. de faire le maximum pour soutenir cette initiative et de souscrire individuellement ou collectivement une ou plusieurs parts de 50 F.

Les dons sont à adresser au C.C.P. Michel Gervais, Paris, 130 38 01, avec mention : pour l'A.L.E.P. □

Arquitaine-Organico

Le patronat d'A.T.O., s'il se donne des apparences de « modernisme » dans sa « gestion » du personnel (multiplication des commissions de « participation »), fait, à chaque fin d'année (pas seulement là d'ailleurs), la preuve de son caractère profondément réactionnaire. Il existe moyennement une prime équivalente à un treizième mois pour l'ensemble du personnel. Cela se traduit dans les services rendus où l'on prend 400 F à l'un pour le donner à l'autre. Le

but est de créer la division chez les travailleurs en récompensant les bons et punissant les mauvais. Une partie des travailleurs du Centre de Recherche d'Orsay (répartition du personnel : un tiers cadres, deux tiers techniciens) n'a pas été dupe. A l'appel de la C.G.T. et avec la participation de certains membres de la C.F.D.T., ils ont rétabli l'équilibre. Ceux qui ont touché plus reversent à ceux qui ont touché moins.

Ils ne veulent pas accepter le jeu de division du patronat.

La revendication du personnel est « le treizième mois garanti pour tous » ; ils l'appliquent dans

les faits. L'année dernière, ils avaient débrayé, tenu sur le temps de travail une assemblée générale puis envahi le bureau du directeur. Les résultats étaient faibles, alors ils ont appliqué, cette année, une autre stratégie. Il ne faut pas en tirer de conclusion euphorique pour l'établissement. Ce n'est, bien sûr, qu'un début de prise de conscience. Seule la moitié des techniciens ont participé à cela. Mais c'est tout de même une action partielle importante de contrôle ouvrier sur les salaires.

L'année prochaine, elle prendra sans doute plus d'ampleur. Inutile de dire que la section P.S.U. était partie prenante. □



Collombert

Le Centre d'études marxistes révolutionnaires organise son premier débat public

Le vendredi 28 janvier à 20 h. 30

Salle "G" de La Mutualité

Sur le thème : Union de la gauche ou lutte des travailleurs ?

avec : Serge Depaquit (C.I.C.), Christian Leucate (P.S.U.), Emile Lebelher (C.F.D.T.), Jean-Marie Vincent (P.S.U.) Henri Weber (Ligue communiste) et un représentant de Révolution.

luttons ouvrières

Décloisonner les luttons

Le congrès de Lille a donné à la Direction Politique Nationale le mandat de développer prioritairement l'implantation du parti dans les entreprises, là où les militants sont en prise directe avec les travailleurs qui luttent contre le pouvoir capitaliste.

Le Bureau National a donc présenté, dans la ligne de ce mandat, à la D.P.N. des 20 et 21 novembre 71, la procédure d'élaboration du projet de transition au socialisme, sous le titre « La révolution, qu'est-ce que c'est ? »

L'adoption de ce projet confie donc au parti dans son entier la charge de construire progressivement à travers les luttons la société socialiste de demain.

Cela veut dire également que les sections et groupes d'entreprises doivent, en ce qui les concerne, multiplier les analyses de leurs luttons et concentrer autour de ce projet toutes les forces disponibles.

Ce qui donnera un fondement réel à l'analyse et non seulement un contenu verbal, c'est la capacité à mener sur le terrain et à politiser des luttons, sur des mots d'ordre suffisamment clairs et précis pour entrer dans le cadre concret des préoccupations des travailleurs.

Le premier objectif que l'on doit se fixer est la remise en cause de la division sociale du travail. Encore faut-il que des formes d'intervention spécifiques soient mises en place, que ces interventions, par nature politiques, puissent être comprises par l'ensemble des travailleurs, que l'explication politique qui en est faite utilise et tienne compte de certains acquis de la classe ouvrière.

L'effort doit plus que jamais porter sur l'information, la formation, la coordination entre les travailleurs. Il doit revenir sans cesse sur la dénonciation de l'aliénation et de l'exploitation dont sont victimes les travailleurs.

Si ces conditions sont remplies et l'effort mené à son terme, alors les luttons menées pourront avoir un débouché au terme du programme et pourront représenter valablement et durablement les aspirations des travailleurs.

Le pourquoi et le comment de

« La révolution qu'est-ce que c'est »

Le projet de transition au socialisme tel qu'il est conçu, et en particulier le fait qu'il ne s'agit pas d'un projet plaqué sur les luttons mais, au contraire, d'un travail quotidien des militants les plus engagés, le rendra utilisable pour l'action quotidienne.

Au niveau des méthodes de travail, concernant les cadences, l'orientation de la politique économique, la remise en cause de la division sociale du travail, la capitalisation progressive du résultat des luttons permettra de juger de l'évolution des forces en présence.

Le rôle du militant politique est donc d'impulser des actions et de diriger la luttons politique en appliquant de façon systématique la tactique du débordement. Opposer à la conception de programme et de mots d'ordre canalisant soigneusement les revendications des travailleurs une conception de l'articulation entre les mots d'ordre mis en avant par les travailleurs eux-mêmes, les luttons et l'élaboration du programme socialiste, telle devrait être l'attitude des militants révolutionnaires. Mais, très souvent, cette cohérence dans le travail n'est pas respectée et ne permet pas d'atteindre les objectifs recherchés.

L'axe stratégique du contrôle ouvrier est une première étape vers la convergence et l'unification des luttons mais l'action des militants ouvriers ne peut se limiter au cadre de l'entreprise. Le risque de l'atomisation de la luttons serait trop grand. Le premier stade paraît d'abord être de faire sortir la luttons du cadre restreint de l'entreprise, et c'est l'objectif recherché par la mise en place des comités d'initiative populaire associant travailleurs engagés dans un conflit et militants révolutionnaires.

La luttons dans l'entreprise, si elle est primordiale dans le système économique capitaliste, la véritable source du pouvoir étant le pouvoir économique, n'est cependant pas le seul terrain sur lequel s'exerce la domination du système actuel et l'exploitation des travailleurs.

Par des formes plus insidieuses que dans la production, les capitalistes cherchent à imposer, dans le cadre de vie, dans la vie quotidienne, un modèle de civilisation tel qu'il puisse assurer leur propre maintien comme force de domination du système économique.

Il est clair que les moyens mis en œuvre ressortent autant du domaine purement économique que politique ou idéologique. Les instruments publicitaires, les mass-media (radio, journaux, télévision, audio-visuel, etc.) sont mis au service de cette politique d'asservissement de la classe ouvrière.

Les forces politiques réformistes refusent de voir ces diverses dimensions de la luttons des travailleurs et veulent cantonner la luttons au seul plan de la production.

En imposant le décloisonnement des luttons, les travailleurs donnent une image de la société qu'ils veulent construire et qui ne respectera plus les divisions traditionnelles entre travailleurs et intellectuels, entre cadre de travail et cadre de vie.

Populariser les luttons dans tous les secteurs

Le cadre de vie, l'école, la famille sont des lieux d'intervention essentiels. Longtemps, on a pensé que toute action devait être axée vers les entreprises, il est largement temps de se demander si le cheminement inverse ne doit pas être fait, si la domination dans l'entreprise ne trouve pas sa force dans l'exploitation dont sont victimes les travailleurs hors de la production.

La ville, qui sert à abriter les travailleurs, est utilisée pour la reconstitution de la force de travail, c'est le rôle du logement, elle est utilisée aussi comme facteur d'individualisation de chacun dans son

propre logement. Les mythes de la société de consommation y sont particulièrement présents et actifs. Le profit est, là encore, un élément moteur, tant ce secteur permet la réalisation de vastes opérations très lucratives, mises en évidence par des scandales financiers ou immobiliers de plus en plus nombreux.

L'école, dont chacun sait maintenant qu'elle est au service des intérêts de la classe dominante, assure sa fonction de pérennité de la division sociale du travail. Un fils d'ouvrier devient ouvrier lui-même, non parce que les moyens financiers lui manquent pour accéder à un autre type d'enseignement, encore que cela soit souvent vrai, mais parce que l'enseignement est conçu d'une manière telle qu'il reprend et développe toutes les idées de la bourgeoisie, parce qu'elle se fonde sur des connaissances et des réactions que l'enfant ne peut acquérir que dans la cellule familiale individuelle et bourgeoise.

C'est parce que la luttons dans l'entreprise et celle hors de l'entreprise sont liées que les travailleurs ne doivent pas limiter le champ de leur action.

C'est parce que l'interaction entre tous ces éléments ne peut être mise en évidence par des discussions coupées des luttons, c'est parce que, plus que jamais, les camarades engagés dans les différents secteurs doivent coordonner leur action, que le P.S.U. a décidé de proposer l'élaboration d'un projet de transition au socialisme dont le titre est « La révolution, qu'est-ce que c'est ? »

Basile Volokine

ELEMENTS

La seule revue internationale de gauche en langue française entièrement consacrée au Moyen-Orient.

LA NOUVELLE REFLEXION ARABE

Lotfi EL KHOLI,
Butros GHALI, Latifa EL ZAYAT
Ismail Sabri ABDALLA
Abou Seïf YOUSSEF, Amina EL SAID
Ahmad Sadek SAAD, Khairi AZIZ
Habib DIMITRI, Kadri HEFNI

LES PALESTINIENS : UNE STRATEGIE DU POSSIBLE ?

Abu AYAD
Ghassan KANAFANI, Abou LEILA
Amin MAALOUF
Fouad ZEHIL, Jad TABET

● En vente dans les librairies et à la rédaction : 15, rue des Minimes, Paris 3^e - Tél. 887-06-65

Abonnement simple : 24 F
Abonnement de soutien à partir de 50 F
Abonnement étudiant : 15 F

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique :
Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Christophe - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vaillant.

Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 25.000 exemplaires

PANTHÉON

Le lien

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Le ciel et les notables

Il y a sept mois à Antibes, un fantastique orage de grêle causait 4 milliards de dégâts dans les installations horticoles. 450 exploitations étaient complètement anéanties.

Aussitôt la F.N.S.E.A., regroupant tous les exploitants, mobilise les horticulteurs et fait appel aux pouvoirs publics pour obtenir une aide immédiate. La Préfecture promet 1.000 soldats pour aider au ramassage du verre des serres cassées. Elle en envoie 90 avec du retard.

La fédération P.S.U. mobilise un groupe d'étudiants qui, quinze jours durant, travailleront avec les exploitants. De cette rencontre va naître et s'organiser un comité de lutte travailleurs paysans antibois.

Au début ce comité lance un grand nombre d'appels à la solidarité. Peu à peu, face à la carence du pouvoir, la colère paysanne augmente, le syndicat durcit ses positions. Un comité d'action horticulteurs - travailleurs se crée. Il va dénoncer les raisons de ce sinistre.

Depuis plusieurs années, en effet, du fait du déplacement de la balise de l'aérodrome de Saint-Laurent-du-Var, il est interdit aux horticulteurs de tirer des fusées paragrêles qui sont la seule mesure de protection efficace.

Certes on pourrait modifier l'emplacement de la balise, mais il faudrait alors faire passer les avions au-dessus des résidences de quelques riches magnats... Dans ces conditions c'est toute la population d'Antibes qui bénéficie du bruit et les horticulteurs des dégâts.

Le comité d'action dénonce alors les agissements des spéculateurs fonciers qui veulent profiter du sinistre pour acheter les terrains

des exploitants. Ils s'adressent aux plus endettés au Crédit agricole, aux vieux, aux propriétaires louant leur exploitation à des métayers.

Les sinistrés refusent ce jeu. Ils sont unanimes pour demander aide avec un crédit à long terme, exiger le déplacement de la balise. Les démarches « légales » du syndicat se heurtent à une fin de non-recevoir des autorités.

La F.N.S.E.A. dirigée par les gros exploitants, convoque une réunion syndicale dans laquelle un certain nombre d'horticulteurs posent les vrais problèmes, à savoir que la réalité de la situation est que l'on veut déposséder les exploitants de leur outil de travail au profit des promoteurs. Face à cette détermination, les gros bonnets locaux soutenus par le député-maire Giscard d'Estaing (le frère) tendent un appât séduisant aux horticulteurs :

« Vous revendiquez le droit de tir antigrêle ? Formez donc un syndicat de tirs, recrutez des volontaires, élaborer votre projet de façon à ce qu'il soit compatible avec la sécurité aérienne ». Voilà une manière astucieuse de détourner les horticulteurs des véritables problèmes.

Sans être dupe, une poignée de gars accepte de jouer le jeu et travaille à ce syndicat paragrêle. Les notables sont tranquilles jusqu'à l'été.

Mais rien n'est réglé. Certes les gros exploitants ont remonté leur affaire, mais les petits sont endettés jusqu'au cou s'ils n'ont pas encore vendu.

Ceux qui sont fermiers ou métayers attendent le jour où on les mettra dehors. Ils deviendront l'arbins ou jardiniers et habiteront quelque H.L.M. lézardé dans une ville vouée au béton de luxe. □

Qui a filmé la grève des Batignolles ?

Qui a filmé la grève de Renault ?

Personne sauf la télévision... Ainsi, seul le pouvoir a pu donner son témoignage audio-visuel de ces événements, même si sous couvert d'objectivité, il fit parler des ouvriers. Ces deux grèves étaient-elles jugées négligeables pour le mouvement ouvrier en France ? Il ne semble pas, si on relit les articles de la presse gau-

chiste en général. Batignolles, Renault-Le Mans et bien d'autres servent de point de référence, de caution à un certain nombre de théories révolutionnaires.

Les cinéastes progressistes choisissent plutôt de filmer la lutte héroïque du peuple palestinien ou vietnamien. Et lorsqu'ils tentent de

filmer des luttes françaises, ils échouent. Venus de l'extérieur, ils peuvent difficilement s'intégrer aux actions. La grève est l'aboutissement, la maturation d'une évolution lente et progressive. Pour témoigner de celle-ci, il faut y participer. Mais les camarades ouvriers qui étaient au cœur de la lutte n'ont peut-être pas songé à filmer leur combat. En avaient-ils les moyens ?

N'est-ce pas alors la tâche des cinéastes professionnels de transmettre leurs connaissances aux camarades travailleurs pour qu'ils puissent témoigner de leurs luttes ? Filmer n'est pas une chose extrêmement difficile. Kodak dit dans sa publicité : « Vous pouvez filmer vos vacances, filmer c'est simple ». Pour une fois la publicité dit vrai. Techniquement parlant, il n'y a pas de différence entre filmer ses enfants sur la plage ou ses camarades en lutte.

Peut-être les camarades n'éprouvent-ils pas la nécessité de films militants ? Pourtant le caractère vivant de l'audio-visuel, la force convaincante de l'image, la fasci-

nation de celle-ci sur le spectateur, que ce soit un film politique, un de Funès ou un western, font du cinéma une arme puissante, largement utilisée d'ailleurs par la bourgeoisie. Mépriser cette arme, c'est ignorer que la révolution que nous ferons en France, nous ne la ferons pas avec de vieilles recettes, ni avec des méthodes éculées, mais en nous servant de tous les moyens de notre époque. L'audio-visuel en est un. Bien sûr, il ne s'agit pas de faire des films apologétiques sur les grands moments du mouvement ouvrier, mais de considérer le film comme un outil permettant d'illustrer une analyse politique, une possibilité d'engager un débat non sur des qualités esthétiques mais sur les problèmes qu'il pose. La raison d'un film militant est dans l'information qu'il apporte et dans le débat qu'il suscite sur un problème politique donné.

Alors le cinéma politique quitte le domaine du culturel, abandonne les salles d'art et d'essai et entre sur les lieux de lutte pour devenir une arme puissante au service du combat révolutionnaire. Il peut

ainsi s'opposer à la télévision qui est le moyen principal de diffusion et de propagande du gaullisme.

Parmi les moyens audio-visuels, une autre technique que le cinéma présente de gros avantages (faible prix de revient, facilités techniques de réalisation, absence de rigidité...) : un bon montage photo ; ainsi, une projection de diapos peut être arrêtée à tous moments pour fournir des explications complémentaires ou pour permettre un débat intermédiaire.

En résumé, nous pensons que, pour assurer un renouveau du cinéma militant en vue d'en faire une arme véritable utilisée par les militants, il faut en changer radicalement les méthodes.

De façon positive, nous croyons possible d'organiser à l'intention des travailleurs des stages au cours desquels ils pourront acquérir les éléments pratiques et théoriques qui leur permettront d'exprimer leur combat. Par ailleurs, et ce n'est pas une tâche à négliger, il faudra assurer à ces films une diffusion réelle. □

A Berliet et Ciba la machine tue

Le mercredi 12 janvier dans l'unité d'emboutissage BC 3 de Berliet-Vénissieux, deux ouvriers d'entretien travaillant au sommet d'une grosse presse sont victimes d'un terrible accident.

Le premier est écrasé entre la presse et un pont roulant ; il meurt par enfouissement de la cage thoracique ; le deuxième, renversé d'une hauteur de 9,80 m, a de multiples fractures importantes.

Jusqu'ici les travaux d'entretien sur ces machines avaient lieu le samedi lorsque l'atelier était arrêté, mais depuis début janvier, la direction Berliet a décidé de réduire l'horaire de 1 h 30 par semaine sans compensation de salaire tout en maintenant la production. Il faut donc tout faire à la fois et intensifier le rythme du travail au détriment de la sécurité pour le plus grand profit patronal. Berliet fait payer ses difficultés de capitaliste aux travailleurs jusqu'au prix de leur vie. brayage des 800 travailleurs de l'atelier, mais le problème posé aux grosses presses, se retrouve aussi aux fonderies, aux forges et dans les ateliers de montage.

La direction a convoqué le soir même une conférence de presse à laquelle son représentant a déclaré tout tranquillement que si le pontier avait déplacé le pont roulant c'était pour des « raisons personnelles », ce qui revient à dire

L'accident a été suivi d'un dé- que seul ce travailleur est responsable et non la direction. Mais les syndicats s'étaient imposés à cette conférence à laquelle ils n'étaient pas conviés. Ils demandèrent à la direction de retirer cette accusation honteuse et fautive. Son représentant n'accepta pas et eut jusqu'à l'hypocrisie de demander une minute de silence devant les journalistes. Cela provoqua la colère des syndicalistes qui refusèrent cette comédie.

Le représentant de la direction perdant la face, il s'enfuit alors littéralement de la salle, laissant les journalistes pantois.

Cette dernière scène situe bien l'affrontement réel classe contre classe au sujet du problème de la sécurité. Chez Berliet ça commence à bouger et la lutte contre la réduction des effectifs et des horaires avec intensification du travail conduira sûrement à des conflits durs.

Chez Ciba, filiale du groupe suisse Geigy, huit ouvriers immigrés ont été brûlés par l'ouverture d'une autoclave de colorant vitré. Deux d'entre eux sont morts. Dans ce secteur de l'usine Ciba de St-Fons, on limite les effectifs et on augmente la production ; comme chez Berliet, c'est la logique de la réorganisation capitaliste.

Les travaux dangereux sont confiés à des O.S. immigrés. Le patronat leur refuse la formation et la qualification professionnelle alors que ces travaux délicats et dangereux demandent une connaissance technique certaine.

La direction de la Ciba refuse de prendre les dispositions de sécurité nécessaires à la production de colorants. Là encore la politique du profit coûte la vie à des travailleurs et la direction a même l'outrecuidance de refuser l'embauche d'une des veuves, mère de cinq enfants et ceci pour des raisons « économiques ». La colère des travailleurs de Ciba est grande, après les luttes dures du printemps dernier, occupation de l'usine pendant plus de trois semaines.

L'affrontement risque d'être sévère car non seulement le problème de la sécurité est posé, mais aussi celui du travail posté, de l'emploi et de la réorganisation du capitalisme sur le dos des travailleurs.

Le meeting du 4 février à Saint-Fons sera la rencontre des travailleurs en lutte dans tout le sud lyonnais ; il permettra de poser le problème du contrôle ouvrier sur la sécurité, en unifiant ces luttes importantes. C'est la seule façon de développer l'action politique des travailleurs pour leur libération. □

Luttes ouvrières

Livre

Licenciements accélérés

Les patrons des imprimeries de la région parisienne restructurent leurs entreprises. C'est-à-dire qu'ils licencient sans ménagement. Affolement chez les travailleurs qui n'ont aucune riposte efficace à opposer. Le syndicat C.G.T. du livre et plus directement le Comité parisien du Labeur ont peu de perspectives à leur offrir. Ils sont pris à leur propre piège. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'ils pratiquent une cogestion ambiguë. Ainsi n'ont-ils pas répugné à signer des accords de limitation du nombre des licenciés (dans la presse, lors de la grève exemplaire de « Jeune Afrique » ; ou au « Méridional », à Marseille...).

Dans ces conditions, que peuvent espérer les travailleurs ? De ne pas être sur la « liste », dans la

« charrette » ? De devoir « sauver sa peau » ? Le résultat est à la hauteur de la pratique syndicale anti-prolétarienne. La manifestation du 15 décembre a surpris sans doute par son ampleur. Mais qui a-t-elle servi sinon à permettre à la « pression » de s'échapper, que la colère se transforme ensuite en résignation.

La véritable lutte passe par des assemblées générales du personnel pour contester et non cogérer l'arbitraire patronal. Elle passe par la prise en main collective des intérêts des travailleurs du livre. Elle peut se fixer elle-même un premier objectif : imposer la réduction hebdomadaire du temps de travail sans diminution de salaires.

L. Saintonge

Carling (Moselle)

Combativité des techniciens

Vendredi dernier, la direction de l'usine chimique de Lorraine, filiale des Charbonnages de France-Chimie annonçait au comité d'entreprise qu'elle allait licencier cinquante travailleurs (35 employés et agents de maîtrise, dix employés et cinq ingénieurs) appartenant au laboratoire de recherche.

Une assemblée générale rassemblait l'ensemble du personnel pour protester contre cette mesure. Elle décidait d'occuper les locaux de la direction et de retenir dans son bureau le représentant (le « patron ») des intérêts de la société. Devant la volonté des travailleurs, une intersyndicale se constituait et prenait la direction du mouvement. Elle regroupait toutes les centrales (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., C.G.C.). Un comité fut désigné, qui décidait trente heures plus tard de « libérer » le directeur.

Mais les techniciens n'ont pas obtenu d'assurance, en dehors d'une « table ronde sur les problèmes de la recherche » pour la fin de la semaine suivante. C'est une manœuvre de diversion car la direction centrale de G.D.F.-Chi-

mie a annoncé la suppression de 10 % des emplois dans le Nord et dans l'Est (plus de 500 sur un effectif de 5 000). Et ceci est expliqué : abandon de certains programmes de recherche à long terme. On sacrifie ainsi tout à la rentabilité immédiate.

Néanmoins, les techniciens de Carling ont montré leur haut niveau de combativité. Pour la première fois, les travailleurs engagés dans la lutte ont entraîné des responsables syndicaux contre l'avis de leur direction régionale et contre la « pensée » moralisante de leur syndicat sur le problème de la séquestration. L'attitude de la C.G.C. en dénonçant très ouvertement ses adhérents de Carling qui ont participé au mouvement illustre cette contradiction. Mais elle n'est pas isolée.

La bataille de l'emploi liée à celle de la recherche fondamentale ne fait que commencer chez G.D.F.-filiales dans le Nord et l'Est. Elle démasque les sociétés nationales au service du capital.

R. Michel

la rotisserie sampiero corso

vous offre pour 8 francs

une cuisine de choix et un menu comportant :

*et l'accueil fraternel et
chaleureux de notre équipe.*

DANS UN CADRE D'AFFICHES DU
MOUVEMENT OUVRIER
DANS UNE AMBIANCE DE CHANTS
DE COMBAT DU PROLÉTARIAT
ANIMÉE PAR UN COLLECTIF
DE MILITANTS RÉVOLUTIONNAIRES

12, rue de l'Amiral Roussin
PARIS-XV

- un hors-d'œuvre
- un plat du jour ou une grillade (200 grammes)
- légume à volonté
- un fromage ou un dessert
- un quart de vin ou une boisson (bière, etc...)

Petite annonce

Savoie, loue chalet meublé, 11 personnes.
Loc. 1,50 par jour et personne.
Prox. pistes et télé-sièges.

S'adres. Verdoucq A.7.3. av. A.-Camus, Croix-59.

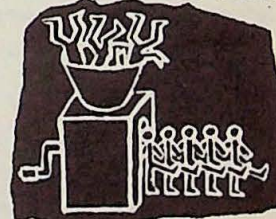
DIRECTION GEORGES WILSON

Grande salle

Salle Gémier

à partir du 8 janvier

des frites, des frites,
des frites...



ARNOLD WESKER

Places : 5 F, 9 F, 11 F

Location : aux caisses, par correspondance, et 553-27-79

partir du 7 janvier
sauvés



EDWARD BOND

Places : 11 F

BULLETIN DE LIAISON DU C.E.D.E.T.I.M.

Centre socialiste de documentation et d'études sur les problèmes du tiers-monde.

Vient de paraître :

N° 19 : « L'impérialisme français au Tchad » 2,50 F

Numéros disponibles :

N° 15/16 : « Les leçons de l'expérience chinoise » 4 F

N° 18 : « Manifeste du Congrès international des travailleurs noirs » 2,50 F

En préparation :

« Impérialisme français et coopération »

Adresser les commandes à la librairie de « Tribune Socialiste », 9, rue Borromée, Paris 15^e.

Sauver T.S. l'initiative centrale Sauver T.S.
1 abonné par militant

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom) _____

Adresse complète : Rue _____

N° _____

Ville _____

N° Département _____

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 50 F (1) 6 mois (26 numéros) 26 F

Afin d'aider TRIBUNE SOCIALISTE je souscris un abonnement de soutien

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bi-mestrielle **CRITIQUE SOCIALISTE**

1 an } 6 numéros « C.S. » } 74 F
 } 52 numéros « T.S. » }

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN nous sommes heureux de vous offrir le livre :

« Des militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS 15^e - C.C.P. PARIS 5826-65.

(1) Cocher la case correspondante.

Disques sélectionnés par

tribune

socialiste

dans le catalogue



POUR LES PLUS JEUNES

78.187 - Pierre et le Loup. Récitant : Gérard Philippe sur une musique de Prokofiev. Album disque illustré 28,40

L'EXILE

74.468 - Mikis Theodorakis. Une musique subversive. Theodorakis dirige ses interprètes favoris : Maria Farantouri et Georges Kapernaros. 24,25

DISONS NON

74.469 - Raimon. Diguem no. La Catalogne qui ne veut pas que meurent son peuple et sa culture. Textes originaux et traductions. 26,40

MOZART BARCHAI

78.497 - Symphonie numéro 40. Symphonie numéro 24. Par l'un des plus grands orchestres de chambre. Un chef-d'œuvre de la maturité et une ravissante œuvre de jeunesse 38,50

ANTHOLOGIE REVOLUTIONNAIRE

74.335 - Chants révolutionnaires du monde. Le groupe 17 interprète tous les grands classiques 26,40

L'INSOUMISE

74.444 - Colette Magny. Feu et rythme. Une grande recherche musicale au service d'un engagement profond 26,40

UN CADEAU DE CLASSE

74.490 - 92 - La foire de Sorotchintz. Le dernier opéra de Moussorgski avec la célèbre **Nuit sur le mont Chauve** par les solistes, chœurs et orchestre de la radio de l'U.R.S.S. 3 disques super-artistiques en coffret luxe 100,00

UN DISQUE ACCUSATEUR

74.460 - Libérez Angela Davis tout de suite. Montage des textes et chansons du spectacle du théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis 26,40

ATTENDU

74.457 - Atahualpa Yupanqui : Basta Ya. Un nouvel enregistrement des premiers succès de Yupanqui avec les classiques qui ont fait sa renommée 26,40

Rappel des disques précédemment parus

74.471 - Soy libre. Soy Bueno.
 74.494 - Duerme Negrito.
 74.415 - Préguntitas sobre Dios. Textes originaux et traductions sur la pochette. Chaque disque... 26,40

PASSEZ VOTRE COMMANDE A « TRIBUNE SOCIALISTE », 9, RUE BORROME, 75-PARIS 15^e. C.C.P. 58.26.65 Paris.

JOINDRE VOTRE REGLEMENT PAR CHEQUE BANCAIRE OU C.C.P. ENVOI FRANCO.

NOM

RUE

VILLE ()

Cocher une case ci-dessous pour recevoir un catalogue Chant du Monde en même temps que votre commande.

Folklore international.

Folkways folk-song.

Classique.

Pompidou au Tchad

Rémy Grillault

Le voyage, fin janvier, de Pompidou au Tchad et au Niger marque une étape précise des développements particuliers de l'impérialisme français dans ces deux pays. Il doit être pour nous l'occasion de dégager la signification de cette étape pour l'ensemble des « décolonies » françaises et de revoir notre pratique anti-impérialiste.

Au Tchad

A l'heure où le Ministère de la « Défense » (nom savoureux pour de telles opérations) publie un bilan, sans doute très minoré (1) des tués depuis le début de l'intervention française (« Le Monde » du 13-1-72), Pompidou veut faire croire (malgré l'absence prévue de tournée hors de Fort-Lamy) que la « pacification » est acquise.

Or, ce mensonge, rassurant pour l'opinion française, voit sa crédibilité renforcée par le progrès de la « tchadisation » (2) ou plus exactement de

TABLEAU I
LES FORCES FRANÇAISES EN AFRIQUE

SENEGAL	: Dakar	2.200 soldats*
COTE-DIVOIRE	: Abidjan et Port-Bouet	600 soldats*
NIGER	: Niamey	1 escadron blindé*
TCHAD	: Fort-Lamy	1.950 soldats**
GABON	:	400 soldats*
CAMEROUN	: Douala	1 détachement de transit***
MADAGASCAR	: Ivato et Diego-Suarez	4.200 soldats Général Bigeard
COMORES	: St-Denis	J. + gendarmes
REUNION	: Djibouti	4.400 soldats + 500 gendarmes*
C.F.S.	: Florès	100 spécialistes
AÇORES	: Santa-Maria	Station de repérage de missiles****

* : Les forces mondiales en 1970 (notes et études documentaires du 12.9.71).

** : A.F.P. du 18.4.71.

*** : « Quid » 1972.

**** : « Le Monde » du 13.1.72.

vant dans l'armée tchadienne (A.F.P. du 18-4-71).

— L'armée française achète pour ses opérations au Tchad un 3^e DC8

Au Niger

Pompidou va visiter une des plus belles (avec la Mauritanie) réussites du néo-colonialisme minier français.

Sur l'impérialisme français en général

Le voyage de Pompidou incite à deux remarques qui touchent aux deux extrémités de l'éventail des formes que revêt cet impérialisme :

— Pour l'aspect militaire, le plus extrême, il ne faut pas oublier que la guerre du Tchad n'est pas un fait isolé et que :

- 1) parmi les 19 interventions militaires françaises depuis dix ans (les deux plus importantes étant la répression contre l'U.P.C. jusqu'en 1963 au Cameroun et la guerre du Tchad surtout à partir du 28-8-68) la plus nouvelle remonte à moins d'un an (Madagascar 1-4-71) (3) ;
- 2) la France est un des meilleurs fournisseurs des guerres coloniales que mènent le Portugal en Angola, Mozambique, Guinée-Bissau et l'Afrique du Sud en Namibie ;
- 3) les 15.000 soldats français répartis dans huit pays d'Afrique Noire, aux Comores, en Réunion et aux Açores, et les quelque 25.000 hommes des « Forces d'action extérieures » basés en France, ont prouvé (Libreville 64, Bangui 67) qu'ils étaient prêts à maintenir le statu-quo politique dans toute la « chasse réservée » française.

— Pour l'aspect le plus édulcoré, celui de la « coopération » technique et des relations économiques d'« égal à égal », il faut entamer une analyse de la domination culturelle et de la courroie du néo-colonialisme que constituent les bourgeoisies locales même « progressistes », car ce sont des formes de domination qui sont les plus répandues et qui risquent d'être les plus stables. □

(1) Il annonce 3.069 tués mais rappelons que le rapport des tués révélés par l'armée française au bilan le plus probable se situe à 1 pour 22 (d'après l'hebdomadaire catholique « Lumière ») pour Madagascar 1971, à 1 pour 7 pour Bizerte 1961 et 1 pour 6 pour la guerre d'Algérie.

(2) « Tchadisation » obtenue par l'encadrement de l'armée tchadienne par 650 officiers et sous-officiers français et des C.T.S. (= C.R.S.) par 50 officiers Israéliens (Africasia 20.7.70).

(3) Transportés par deux Noratlas de l'armée française, les gendarmes malgaches ont tué 1.000 paysans révoltés du Sud (d'après l'hebdo « Lumière »).

TABLEAU II
INTERVENTIONS MILITAIRES FRANÇAISES DIRECTES

Jusqu'en 63	CAMEROUN	Lutte contre l'U.P.C.
60 à 64	TCHAD	3 interventions
60	BRAZZA	Bouclage d'un quartier
61	MAURITANIE	3 interventions
Déc. 63	NIGER	
19.02.64	GABON	Rétablissement de M'Ba (1)
Août-sept. 66	DJIBOUTI	Manifs pour l'indépendance (2)
17.03.67	DJIBOUTI	Référendum (3)
Nov. 67	R.C.A.	Contre un coup d'Etat
28.08.68	TCHAD	
70	SENEGAL	Répression en Casamance*
70	COTE-D'IVOIRE	Répression à Cagnoa* (4)
Avril 71	MADAGASCAR	Répression au Sud (5)
Depuis le 14.04.69	TCHAD	Tués (officiellement) : 3.069.

(1) Tués (officiellement) : 15 Gabonais, 1 Français.

(2) Tués : 10.

(3) Tués : 11.

(4) Tués : 500 à 4.000.

(5) Tués : 1.000.

* : Pour ces deux opérations nous n'avons pas de preuve de la participation directe de l'armée française.

l'africanisation (participation de paras zairois ; il est même question de mercenaires libériens) des opérations de répression.

Mais, malgré cette évolution de l'aspect militaire, qui ne diminue en rien le pillage par le capitalisme français pour lequel le coton sera vite supplanté par l'exploitation minière, il ne faut pas perdre de vue que la guerre coloniale continue, menée directement par l'armée française :

— Les 36 et 37^e tués français officiels ne datent que de fin juin 71 (« Monde diplomatique » 7-71).

— Il reste au Tchad 700 aviateurs, 600 soldats du 6^e RIAOM et 650 officiers et sous-officiers français ser-

— Du point de vue stabilité politique, la dernière intervention militaire officielle française y date de décembre 1963 ; actuellement un escadron de blindés suffit, et Diouri Hamani est un des rares chefs d'Etat africains à « durer » depuis l'indépendance et à affronter si peu d'opposition.

— Du point de vue économique, l'inauguration récente des installations minières de l'Air qui produiront 750 t/an d'uranium (« Le Monde » 18-12-71) marque la consolidation du maillon central de la chaîne d'approvisionnement de la France en uranium pour laquelle elle bénéficie aux deux extrémités (prospection au Niger et production d'uranium enrichi) de la coopération dynamique de l'impérialisme japonais.